

COMMERCE

La régulation du marché en ligne de mire

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, a, lors d'une visite d'inspection dans la wilaya de Sidi Bel Abbes ce week-end, souligné la nécessité d'organiser les marchés des produits de consommation des légumes, des fruits et des denrées alimentaires afin de maintenir la stabilité des prix. Une affirmation qui sonne comme un avertissement à 2 mois du Ramadhan. P 3



AMÉLIORATION DE LA GESTION DES DÉCHETS

Un nouveau plan d'action en cours d'élaboration

Un nouveau plan d'action pour l'amélioration de la gestion des déchets est en cours d'élaboration, a annoncé la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb. En effet, à travers ce nouveau plan, le gouvernement veut augmenter le taux de récupération et de valorisation des déchets.

P 2

INDUSTRIES MÉCANIQUES

Le grand défi des entreprises algériennes



Plusieurs entreprises algériennes ont courageusement relevé le défi de renforcer la position des industries mécaniques au sein du paysage industriel national, à travers des produits aux normes internationales tout en maintenant un taux d'intégration nationale élevé, une initiative qui devrait insuffler une dynamique significative au secteur industriel, notamment l'industrie automobile.

P 5

BOURSE D'ALGER

Hausse de 48% de la capitalisation en 2022



La Commission d'Organisation et de Surveillance des opérations de bourse (COSOB) a annoncé, jeudi dans un communiqué, une évolution "notable" en termes de capitalisation boursière (+48%) et une croissance de 8% pour ce qui est de la valeur globale des transactions boursières à la place financière d'Alger en 2022.

P 3

DOUANES

Les opérateurs invités à s'inscrire au nouveau système d'information P2

SAMSUNG ELECTRONICS ALGÉRIE

Une nouvelle unité de production de climatiseurs en 2024 à Sétif P4

POUR DES RAISONS DE SÉCURITÉ NATIONALE

La Chine interdit l'exportation de technologies de traitement des terres rares P11

SÛRETÉ
NATIONALE

Concours de recrutement d’agents contractuels au titre de l’année 2023

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'ouverture d'un concours de recrutement au titre de l'année 2023, d'agents contractuels au profit de ses services régionaux de finances et d'équipement, et ce par voie de sélection sur étude de dossiers.

"La DGSN annonce le lancement d'un concours de recrutement au titre de l'année 2023, d'agents contractuels (ouvrier professionnel de niveau 1) avec des Contrats à durée déterminée (CDD), à temps plein et partiel, et par voie de sélection sur étude de dossiers, au profit de ses services régionaux des finances et de l'équipement (Alger, Blida, Oran, Constantine, Ouargla, Bechar, Tamnasset)", précise la même source.

Les personnes intéressées peuvent télécharger et imprimer le formulaire de participation au concours, mais aussi s'enquérir des conditions de recrutement via le site web et les plateformes des réseaux sociaux de la Police algérienne, à savoir Facebook, Instagram et X (ex-Twitter)", conclut le communiqué.

AMÉLIORATION DE LA GESTION DES DÉCHETS

Un nouveau plan d’action en cours d’élaboration

Un nouveau plan d’action pour l’amélioration de la gestion des déchets est en cours d’élaboration, a annoncé la ministre de l’Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb. En effet, à travers ce nouveau plan, le gouvernement veut augmenter le taux de récupération et de valorisation des déchets.

Par Slimane T.

Actuellement, sur les 36 millions tonnes de déchets collectés produits annuellement, seuls 10% est recyclé. Cette statistique révèle un défi considérable en matière de gestion des déchets, mais elle met également en évidence le potentiel inexploité de cette ressource. En 2023, selon les données du système informatique national de déchets, elle se chiffre à un impressionnant montant de 207 milliards de dinars.

Mme Dahleb a précisé, lors d'une séance plénière au Conseil de la nation consacrée aux questions orales, présidée par M. Mohamed Réda Ousahla, vice-président du Conseil, que son département ministériel «préside actuellement une commission ministérielle mixte pour l'élaboration d'un plan d'action dédié au recyclage et à la valorisation des déchets, qui s'inscrit en droite ligne avec la concrétisation des engagements et des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatifs à la diversification des ressources de l'économie nationale, l'accompagnement des jeunes dans la création des PME et la création de postes d'emploi, en sus de la préservation de l'environnement».

Répondant à la question du membre du Conseil de la nation, M. Fouad Sabouta (FLN), sur la ges-

tion des déchets, la ministre a indiqué que le plan a été élaboré et attend sa présentation à la réunion du Gouvernement pour débat et adoption.

Mme Dahleb a relevé dans ce contexte que son secteur avait adopté, dans le cadre du nouveau modèle de développement, une orientation économique basée sur le recyclage de tous types de déchets récupérables et valorisables, et ce, à travers l'adoption de la stratégie nationale de gestion intégrée des déchets jusqu'à l'horizon 2035 (SNGID35). Cette stratégie se base essentiellement sur la réduction de la production de déchets à la source, outre le fait de donner la priorité au tri sélectif en vue de recycler 30% des déchets ménagers et 30% des déchets spéciaux, 50% des déchets inertes à l'horizon 2035, et l'application du principe «pollueur-payeur» et la responsabilité élargie pour les producteurs, ainsi que l'encouragement du partenariat public/privé.

La ministre a évoqué le projet de loi modifiant la loi 01-19 du 12 décembre 2001, relative à la gestion des déchets, qui est actuellement au niveau du Secrétariat général du Gouvernement, visant à assurer une transition efficace vers l'économie circulaire.

Ce projet de loi porte sur la modification de certaines dispositions, notamment en ce qui a trait à la révision des méthodes de traitement, à l'enri-

chissement du volet lié à la valorisation des déchets, notamment les déchets organiques, à l'introduction de restrictions sur l'utilisation des plastiques à usage unique, à la révision des sanctions encourues pour qu'elles soient plus dissuasives, et au renforcement du contrôle.

Il s'agit, également, de consacrer «le principe de responsabilité en tant que mécanisme de la politique environnementale visant à éviter les effets néfastes des déchets, en impliquant les producteurs dans la gestion des déchets, en particulier ceux issus des emballages».

A une question du membre Mohamed Roumani (Mouvement El Bina) sur les mesures de préservation de la santé des citoyens et de l'environnement face aux effets de l'exploitation de certaines carrières dans la wilaya de Timimoun, la ministre a indiqué que les sorties sur le terrain de la commission de contrôle au niveau de la wilaya ont conduit à l'identification de sept carrières opérant sans licences d'exploitation, des mises en demeure ayant été adressées aux entreprises contrevenantes. Elle a également souligné que «le nouveau projet de loi sur les mines, actuellement en cours d'examen au niveau du gouvernement, impose aux exploitants le respect des engagements liés à la réduction de la pollution sous peine de sanctions sévères».

TOURISME

Didouche reçoit une délégation de jeunes de la communauté nationale établie à l’étranger

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche a reçu, mercredi à Alger, une délégation de jeunes de la communauté nationale établie à l'étranger en visite en Algérie dans le cadre de l'organisation d'une caravane de

jeunes sur la Mémoire nationale jusqu'au 28 décembre en cours. A cette occasion, le ministre a exprimé sa disposition à accompagner ces jeunes en leur accordant l'opportunité de prendre connaissance de l'histoire de leur patrie et de la

Mémoire nationale. Rappelant, dans ce contexte, la richesse touristique et culturelle que recèle l'Algérie, le ministre a appelé les jeunes de la diaspora algérienne à découvrir cette richesse pour renforcer leur lien avec le pays et promouvoir la

destination touristique algérienne. Cette caravane de jeunes sillonnera plusieurs sites au niveau des six wilayas historiques dans le cadre de l'ancrage de la Mémoire nationale et la création de passerelles de communication avec la mère patrie.

DOUANES

Les opérateurs invités à s’inscrire au nouveau système d’information

La Direction générale des douanes algériennes a appelé, jeudi dans un communiqué, les entreprises, les professionnels, les commissionnaires en douanes, les transporteurs, les consignataires et tous les opérateurs économiques à soumettre une demande d'attribution d'un compte électronique leur permettant d'accéder au nouveau système d'information des douanes.

"Ces comptes permettront aux usagers de l'administration douanière, une fois leur inscription finalisée via le portail externe du nouveau

système d'information des douanes ALCES, d'accomplir les formalités douanières et de bénéficier des services offerts par l'administration douanière via ce système", lit-on dans le communiqué.

"La Direction générale des Douanes (DGD) informe, par ailleurs, tous ses usagers qu'un grand nombre de commissionnaires en douanes et de consignataires n'ont pas encore soumis leur demande d'attribution de comptes d'accès au portail électronique externe du nouveau système d'information des

douanes +ALCES+, et ce depuis l'ouverture des inscriptions le 27 septembre 2023", note le communiqué.

Dans le cadre de la généralisation de l'utilisation du nouveau système d'information des douanes à travers tous les bureaux des douanes avant la fin de l'année, "la DGD invite tous les usagers concernés par l'utilisation de ce système, à s'inscrire, rapidement, via l'adresse électronique suivante: <https://alces.douane.gov.dz>", selon la même source. La DGD rappelle que ces comptes per-

mettront aux usagers de l'administration douanière, une fois leur inscription finalisée via le portail externe du nouveau système d'information des douanes ALCES, d'accomplir les formalités douanières et de bénéficier des services offerts par l'administration douanière via ce système. La DGD rappelle, en outre, que l'adresse e-mail suivante est mise à la disposition des opérateurs: alceshelpdesk@douane.gov.dz, pour les accompagner dans le processus d'inscription.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

COMMERCE

La régulation du marché en ligne de mire

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, a ,lors d'une visite d'inspection dans la wilaya de Sidi Bel Abbes ce week end, souligné la nécessité d'organiser les marchés des produits de consommation des légumes, des fruits et des denrées alimentaires afin de maintenir la stabilité des prix. Une affirmation qui sonne comme un avertissement à 2 mois du Ramadhan.

Par Reda Hadi

Selon lui, les hautes autorités du pays ont accordé toutes les facilités et levé toutes les contraintes pour assurer un approvisionnement équilibré des diverses denrées alimentaires, ainsi qu'en légumes, fruits et viandes, afin de les mettre à la disposition des consommateurs dans les meilleures conditions avec les quantités nécessaires. Toujours, selon ce responsable, il est constaté actuellement une abondance de produits de consommation, qui doivent être mis sur des marchés organisés afin de maintenir les prix. Si cette approche n'est pas nouvelle, elle se distingue par une détermination plus accrue des pouvoirs publics à maintenir une stabilité des prix. En ce sens, les ministères du Commerce et de la Promotion des exportations et de l'Agriculture et du Développement rural ont adopté un nouveau plan intersectoriel visant à assurer la disponibilité des produits agricoles et alimentaires de large consommation et à développer le système d'approvisionnement du marché national. D'ailleurs et outre cela, Des préparatifs sont en cours au niveau des secteurs du Commerce et de l'Agriculture, pour le plafonnement des marges bénéficiaires d'environ 14 produits ali-

mentaires de base, afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens et de stabiliser les prix du marché. Le système de distribution, est selon des experts, le nœud gordien de la politique de stabilisation des prix des pouvoirs publics, et en cela, le ministre, dans une déclaration à la presse en marge de la visite du marché de gros de fruits et légumes réalisé par un opérateur privé, a déclaré que «ces infrastructures commerciales modernes nécessitent d'être organisées et régulées afin de permettre l'organisation de l'opération de commercialisation des produits de consommation selon des formes devant garantir la qualité de ces produits et la stabilité des prix». Cela permettra au fellah de proposer ses produits à la vente directement dans ces espaces commerciaux, de pouvoir baisser les prix et de mettre fin à la spéculation pouvant être induite par une chaîne de distribution non contrôlée. Avec l'approche du Ramadhan, le Ministre du commerce, a, en outre, souligné que «nous avons achevé l'opération d'approvisionnement et mis à la disposition du consommateur d'importantes quantités de produits alimentaires, notamment à l'approche du mois de Ramadhan, à travers l'importation de 85.000 tonnes de viandes, qui seront proposées à la vente à raison

de 1.200 dinars le kg, outre la mise à la disponibilité des citoyens de quantités suffisantes de semoule et de farine et de plus de 500.000 tonnes de légumineuses, qui ont dépassé le volume de la demande, ainsi que l'importation de 185.000 t de banane, ce qui, a-t-il affirmé, est à même de stabiliser les prix et d'endiguer les pratiques spéculatives». Par ailleurs, il a déclaré que «des partenariats seront établis avec des investisseurs étrangers afin d'approvisionner les marchés dans le cadre d'un partenariat qui transfère des technologies avancées, des mécanismes de distribution modernes et des plans de distribution et de suivi», notant que son département ministériel «a reçu de nombreuses demandes d'investisseurs étrangers afin d'investir dans ce domaine». Lors de sa visite d'un point de vente de viandes d'importation implantée dans la ville de Sidi Bel Abbes, le ministre a mis l'accent sur la nécessité d'assurer la disponibilité de cette marchandise en quantités suffisantes répondant à la demande et veiller à sa distribution aux boucheries de manière équitable. Il faut préciser que le secteur des viandes et un secteur sensible, pour le consommateur algérien, au point ou même la cour des comptes a établi un constat critique sur les disponibilités des viandes.

PÊCHE

La production halieutique nationale estimée à près de 112.000 tonnes

La production halieutique nationale a été estimée à près de 112.000 tonnes, durant les 11 premiers mois de l'année 2023, soit une croissance de 2% par rapport à la même période de l'année dernière, a annoncé jeudi le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani. Lors d'une réunion d'évaluation du bilan des activités du secteur pour l'année 2023, M. Badani a souligné que cette production, recensée à la fin novembre dernier, englobait la richesse halieutique, l'aquaculture et la pêche au

thon rouge. Le secteur de la pêche envisage d'augmenter la production l'année prochaine, en se basant sur l'aquaculture pour réaliser un équilibre, la richesse halieutique étant en baisse en Méditerranée, a poursuivi le ministre, arguant que son secteur aspirait à atteindre 15.000 tonnes de poissons produits en aquaculture et 120.000 tonnes de la pêche. La moyenne des poissons produits de la pêche s'est fixée à 100.000 tonnes depuis trois décennies, alors que le nombre de la population est en hausse, d'où l'impératif de réaliser un

équilibre pour atteindre 200.000 tonnes à travers l'aquaculture, a-t-il ajouté. M. Badani a mis l'accent, dans ce sillage, sur la nécessité de préserver les ressources halieutiques dans le cadre du développement durable, ajoutant qu'«aucune nouvelle autorisation de pêche n'a été accordée depuis des années». Pour ce qui est de l'aquaculture, l'Algérie compte 42 fermes aquacoles dont deux (2) créées en 2023, selon les chiffres avancés par le ministre qui a fait état du lancement de nouveaux projets. Le dernier en date concerne l'installa-

tion de cages flottantes au niveau de deux fermes agricoles à Ain Taya (Alger), premier projet du genre en Algérie, a-t-il poursuivi. Le premier responsable du secteur a rappelé l'ensemencement de 21.500.000 alevins dans des cages flottantes en 2023 contre 19 millions en 2022, soit une hausse de 2,5 millions d'alevin. Le nombre de fermes aquacoles des eaux douces a atteint 51 fermes dont 10 nouvelles créées en 2023, a-t-il fait savoir, révélant que 52 nouveaux projets en cours de réalisation.

R. E.

RÉALISATION DES GRANDES SURFACES COMMERCIALES

Des investisseurs étrangers y intéressent

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a affirmé, jeudi depuis Oran, que le Gouvernement encourageait et soutenait l'investissement dans la réalisation des grandes surfaces commerciales. Inaugurant le centre commercial (AZ) à la cité Fellaoucene dans la ville d'Oran, Tayeb Zitouni a indiqué que «le Gouvernement encourageait l'investissement national et étranger en matière de réalisation des grandes surfaces commerciales, dont le nouvelle surface (AZ) inaugurée jeudi dans la ville d'Oran, étant un important moyen de promouvoir la pratique commerciale et d'améliorer les prestations fournies par les opérateurs commerciaux au profit des citoyens ». Selon le même responsable, «les grandes surfaces commerciales, dont l'augmentation du nombre est requise dans différentes parties du pays, aident à fournir des produits de qualité à des prix raisonnables pour les consommateurs, étant donné que ces surfaces traitent directement avec les producteurs et évitent le nombre exagéré d'intermédiaires qui interviennent souvent entre le producteur et le consommateur en acquérant les produits à des prix bas pour les proposer, par la suite aux consommateurs, à des prix élevés ». Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations a en outre indiqué qu'«un nombre d'investisseurs étrangers de pays européens, du Royaume d'Arabie Saoudite et du Qatar ont affiché leur volonté d'investir dans le domaine commercial en Algérie, notamment dans la réalisation des grandes surfaces commerciales». «Ces investisseurs jouissent d'une expertise et d'une grande expérience dans leur réalisation et leur gestion et peuvent transférer leurs expériences réussies en Algérie », a-t-il estimé.

R. E.

BOURSE D'ALGER

Hausse de 48% de la capitalisation en 2022

La Commission d'Organisation et de Surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a annoncé, jeudi dans un communiqué, une évolution "notable" en termes de capitalisation boursière (+48%) et une croissance de 8% pour ce qui est de la valeur globale des transactions boursières à la place financière d'Alger en 2022. Ces chiffres sont dévoilés à l'occasion de la publication du rapport annuel 2022, au titre des activités du marché des valeurs mobilières, établi en application des dispositions du décret législatif 93-10 du 10 mai 1993, modifié et complété, relatif à la bourse des valeurs mobilières, explique le document. Consultable sur le site internet de la COSOB (<https://www.cosob.org>), le rapport dresse un bilan des activités des différents intervenants du marché finan-

cier et présente des indicateurs chiffrés sur l'activité boursière ayant marqué l'année 2022, souligne le communiqué. Il permettra certainement aux différents acteurs de la place financière d'Alger et le public investisseur en actions et obligations cotées de se faire une opinion à la fois globale et exhaustive sur l'activité du marché des valeurs mobilières en Algérie, assure la COSOB. Elle ajoute que le rapport aborde principalement les activités du régulateur avec un focus sur l'activité de surveillance menée sur les professionnels du marché (intermédiaires en opérations de bourse, teneurs de comptes conservateurs de titres, sociétés de capital investissement). La communication et l'information financière des sociétés cotées sont également traitées avec indication des principaux agrégats financiers et de gestion de

chacune d'elles, lit-on dans le communiqué. Concernant les chiffres clés, la COSOB a constaté "une évolution notable" en termes de capitalisation boursière (+48%) et une croissance de 8% pour ce qui est de la valeur globale des transactions boursières. Aussi, le volume total des ordres de bourse a enregistré une hausse substantielle de 55%. Cette progression "très appréciable" dénote une reprise certaine de l'activité de la bourse en 2022, en dépit des répercussions générées par la crise de la pandémie Covid-19. L'activité de capital investissement a connu, quant à elle, un dynamisme croissant avec cinq (05) sociétés agréées dominant le secteur. L'activité a généré un montant de participation de l'ordre de 6,5 milliards de dinars, ce qui corres-

pond à 152 prises de participations dans des sociétés, dont 37 ont été enregistrées en 2022, précise l'institution. Par ailleurs, la COSOB a estimé qu'au regard de cette reprise d'activité et les premières prémises des décisions annoncées par les pouvoirs publics à l'effet d'ouvrir, via la bourse, le capital de deux banques publiques, elle (COSOB) demeure "convaincue" que le marché financier dispose d'un potentiel "considérable", lui permettant "non seulement de mobiliser des fonds en dehors de la sphère bancaire, mais aussi de contribuer à la diversification des sources de financement de l'économie nationale. Elle a assuré qu'elle reste "pleinement" disposée à accompagner toutes les initiatives visant à redynamiser le marché financier algérien.

R. E.

HÔPITAL D'OUARGLA
Sonatrach finance le projet d'équipement du service des grands brûlés

Le groupe Sonatrach a signé, jeudi à Alger, une convention de financement avec le ministère de la Santé, au profit du service des grands brûlés de l'Etablissement public hospitalier (EPH) "Mohamed Boudiaf" de la wilaya d'Ouargla. Le document a été paraphé par le secrétaire général de Sonatrach, Abdelkader Zerrouki et le directeur général des services de santé au ministère, Lyes Rahal, en présence du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, du ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, et du PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi. Cette convention de financement, à laquelle contribuent également les filiales du groupe Sonatrach, a pour objet d'équiper en matériel médical et fournitures le service des grands brûlés de l'EPH de Ouargla. Lors de la cérémonie de signature, M. Arkab a estimé que cet accord traduit l'engagement fort du groupe Sonatrach et ses filiales à contribuer aux efforts de l'Etat visant à améliorer la qualité de service public en matière de prise en charge sanitaire. Le ministre a souligné que Sonatrach affirme à travers cette initiative son implication dans l'action de proximité sociale, étant considérée comme une institution citoyenne ayant une empreinte réelle dans les projets de développement local, notamment au niveau des zones isolées du pays. De son côté, le ministre de la Santé a mis en avant le travail de Sonatrach contribuant à l'amélioration du service public et sa mise à proximité du citoyen. M. Saihi a rappelé que la création de pôles sanitaires dédiés aux grands brûlés est intervenue suite aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Cela s'est traduit par l'inauguration d'un hôpital des grands brûlés le 5 juillet dernier à Alger et un autre d'une capacité de 120 lits dans la wilaya d'Oran. Le ministre a annoncé le lancement prochain d'un hôpital des grands brûlés de 120 lits dans la wilaya de Skikda, en plus d'un autre hôpital dans le Sud du pays, afin de couvrir l'ensemble du territoire national dans ce domaine. De son côté, le PDG de Sonatrach, a indiqué que cette opération devrait permettre aux malades d'éviter de longs déplacements qui pourraient avoir des conséquences négatives sur leur état de santé.

R. E.

OLED, NANOCCELL, ET LA PROCHAINE AVANCÉE QNED

LG Algérie dévoile sa nouvelle gamme de téléviseurs

LG Algérie, leader dans le domaine de l'électroménager, a présenté sa nouvelle gamme de téléviseurs intégrant les dernières avancées technologiques. Lors d'une rencontre récente avec les médias à Alger, les responsables de LG ont dévoilé la collection comprenant des téléviseurs OLED, NanoCell, UHD, et a annoncé la prochaine gamme QNED à venir.

Par Abdelaziz B.

En premier lieu, l'accent a été mis sur la gamme des téléviseurs OLED de LG qui a connu un succès retentissant, trônant en tant que leader incontesté de l'innovation technologique dans les salons internationaux depuis dix années consécutives. Il a également remporté le CES Innovation Awards pendant neuf années consécutives depuis 2014 et l'EISA AWARD Best Product pendant onze années consécutives depuis 2012.

LG OLED : L'Excellence Technologique Redéfinie

Issue de plusieurs années de recherche et de développement, la télévision LG OLED, disponible en 65 et 55 pouces, propose des caractéristiques innovantes. Dotée d'un système d'imagerie exceptionnel, d'intelligence artificielle, de pixels auto-émissifs, d'un processeur a9 Gen5 AI, et d'un système d'exploitation WebOS amélioré, elle offre une expérience immersive inégalée. Le LG OLED TV présente des noirs d'une qualité exceptionnelle, des couleurs d'un réalisme saisissant, et un contraste infini, grâce à la technologie OLED utilisant des pixels auto-éclairés. Certifié HDMI 2.1, il assure une netteté d'image et une profondeur sans égales, compatible avec Dolby Vision, Dolby Atmos, et les contenus Dolby Vision Gaming 4K à 120 Hz. Il répond aux besoins des amateurs de jeux vidéo avec un

temps de réponse de 1 ms, la compatibilité avec NVIDIA G-Sync, AMD FreeSync Premium, et la prise en charge VRR.

LG NanoCell : Une Expérience Audiovisuelle Exceptionnelle

Le LG NanoCell a également été évoqué lors de cette rencontre, doté d'une qualité d'image exceptionnelle et des fonctionnalités innovantes. Grâce à son microprocesseur de 5ème génération, son intelligence artificielle, et la technologie NanoCell, assurent des couleurs vives et réalistes avec une cohérence à 100%, même sous de grands angles. La technologie NanoCell de LG exploite un filtre de nanoparticules d'environ 1 nm, intégré dans une dalle LCD, pour absorber les ondes lumineuses indésirables. Cette approche permet la création de couleurs plus vives et réalistes, avec des nuances subtiles, offrant ainsi une qualité d'image encore plus immersive. La reproduction de couleurs est pure, assurant une cohérence à 100%, et garantit des teintes riches ainsi qu'une image précise, même lorsqu'observée sous des angles étendus. Le LG Nanocell est équipé de fonctionnalités spécifiques visant à offrir aux utilisateurs la qualité d'image souhaitée par les réalisateurs. La fonctionnalité FILMMAKER MODE™ désactive la fluidification des mouvements tout en préservant les rapports d'aspect, les couleurs et les fréquences d'image d'origine. Cela assure une expé-

rience visuelle authentique, fidèle à la vision artistique initiale.

Une Décennie d'Évolution de webOS

Évoluant sur une période de dix ans, le webOS 23 simplifie encore davantage l'expérience utilisateur en regroupant les applications préférées par thème, offrant ainsi une navigation plus fluide et personnalisée. Cette décennie d'évolution de webOS, débutée en 2014 et aboutissant à la version la plus récente en 2023, a solidifié le statut de webOS 23 en tant que première plateforme de télévision au monde. Les Quick Cards sur webOS 23 rassemblent les applications préférées des utilisateurs par thème, que ce soit pour le sport, la musique ou les jeux, procurant ainsi une navigation plus fluide et personnalisée. Cette fonctionnalité innovante renforce l'accessibilité et la convivialité de webOS 23, consolidant sa position en tant que leader incontesté dans le paysage des plates-formes télévisuelles.

LG QNED : L'Évolution à Venir

LG a aussi annoncé sa nouvelle gamme de téléviseurs le LG QNED, en pleine expansion, promet une expérience visuelle naturelle et nette grâce à des algorithmes d'apprentissage en profondeur. Avec un processeur IA a7 4K de sixième génération et un design fin, le LG QNED offre une combinaison parfaite de divertissement, de performance et d'élégance.

SAMSUNG ELECTRONICS ALGÉRIE

Une nouvelle unité de production de climatiseurs en 2024 à Sétif

La compagnie de l'électroménager Samsung Electronics-Algérie compte réaliser, avec son partenaire algérien Sinova, une nouvelle unité de production de climatiseurs et autres types d'appareils dans la wilaya de Sétif au cours de l'année 2024, en vue de répondre aux besoins du marché algérien, a indiqué, jeudi à Alger, un responsable auprès de cette entreprise. "Dans le cadre de notre plan de développement étalé jusqu'à fin 2025, Samsung prévoit d'investir dans une nouvelle unité de production de climatiseurs et la production d'autres appareils de l'électroménager, tels que les lave-vaisselle et les micro-ondes pour répondre aux besoins spécifiques du marché", a affirmé, Mohamed Amine Kalache, responsable du marketing auprès du bureau de représentation de la compagnie coréenne en Algérie. S'exprimant lors d'une conférence de presse animée sur le stand conjoint Samsung-Sinova à l'occasion de la 31e édition de Foire de la production algérienne, qui se tient du 14 au 23 décembre au Palais des expositions de la SA-

FEX, M. Kalache a précisé que cet investissement permettra à l'usine de porter le nombre d'emplois directs créés de 1000 actuellement à 4000 emplois d'ici fin 2025. Ce projet de nouvelle unité de production permettra, aussi, à la marque coréenne d'élargir sa gamme de produits fabriqués et commercialisés en Algérie, après avoir inauguré durant l'année en cours trois unités de production de téléviseurs (mars), de machines à laver (juin) et de réfrigérateurs (début décembre), a-t-il également précisé assurant que l'objectif fixé est d'atteindre un taux d'intégration de 30 à 40% pour les climatiseurs. S'agissant de la gamme de climatiseurs, elle sera divisée en deux catégories, médium et premium, et couvrant des capacités de 12.000 à 24.000 BTU pour répondre aux besoins variés des consommateurs, a-t-il relevé. Affirmant que l'Algérie est le deuxième pays après l'Egypte à faire partie des pays africains choisis par Samsung pour développer des usines de production locale, M. Kalache a fait savoir que "le partenariat concrétisé en mai 2021 avec l'entreprise algérienne SINOVA répond

totalement aux critères et exigences de la marque coréenne et s'inscrit dans les objectifs de la diversification de l'économie de l'Algérie". Dans ce sillage, il a souligné que l'usine implantée dans la zone d'activité de la ville de Sétif sur une superficie de 75 000 m², produit des machines à laver avec un taux d'intégration allant jusqu'à 40%, tandis que le taux d'intégration des réfrigérateurs varie entre 60 à 70% et celui des téléviseurs est de 15 à 20%, avec des offres de garanties sur les produits allant jusqu'à 20 ans notamment pour les réfrigérateurs. Affichant des objectifs ambitieux pour l'année 2024 en matière de parts de marché à conquérir, Samsung Algérie compte, par ailleurs, développer son réseau de vente directe, en prévoyant l'ouverture, selon le responsable du marketing, 50 showrooms nouveaux dédiés exclusivement aux produits de la marque d'ici la fin de l'année 2025, ce qui permettra, a-t-il mentionné, de renforcer la présence de la marque sur le marché algérien.

R. E.

L'EXPLOITATION AURIFÈRE ARTISANALE DANS LE SUD

Une priorité pour le secteur de l'énergie et des mines

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé, jeudi à Alger, que l'exploitation aurifère artisanale était une priorité pour le secteur, en vue de valoriser cette ressource tout en permettant aux jeunes des wilayas du sud de contribuer à la diversification de l'économie nationale et d'augmenter la valeur ajoutée des activités économiques.

Synthèse S R/Agence

Le ministre a indiqué que «cette activité est une des priorités de notre département ministériel dans le cadre de la valorisation durable de cette ressource et en vue de permettre aux citoyens dans les wilayas du sud de contribuer à la diversification de l'économie nationale et d'augmenter la valeur ajoutée des activités économiques». En réponse à une question du sénateur Ibrahim Akadi du Rassemblement national démocratique (RND), M. Arkab a précisé que le secteur poursuivait ses efforts pour trouver des gisements aurifères dans la wilaya, assurant que le ministère était soucieux de réunir toutes les conditions permettant de concrétiser les projets des jeunes intéressés par cette activité minière. Le ministre a souligné, par ailleurs, qu'un travail était «en cours pour recenser les régions dans lesquelles se trouvent des concentrations d'or dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, afin de permettre

aux micro-entreprises de les exploiter de manière efficace et rentable sans incidence financière sur le comptoir de l'or, avec la mise en place d'un programme complémentaire d'exploration». Il a, en outre, rappelé que l'Agence nationale des activités minières (ANAM) avait entrepris des démarches pour trouver des gisements aurifères dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, à travers la réalisation de travaux d'exploration minière, confiés à l'Office national de recherche géologique et minière (ORGM). Par ailleurs, et sur un autre registre, le ministre a donné des instructions pour accélérer le lancement des usines de traitement des produits non ferreux à Annaba et Constantine. Présidant l'Assemblée générale ordinaire du groupe industriel minier "Sonarem", avec la participation du P-dg du groupe, des membres de l'Assemblée générale et des commissaires aux comptes, M. Arkab a mis l'accent sur la nécessité de «la mise en service, sans délai, des usines de traitement des produits non ferreux (Feldspath à Ain Barbar dans

la wilaya de Annaba et carbonate de calcium à El Khroub dans la wilaya de Constantine)». Il s'agit en effet, du parachèvement des usines inaugurées en 2023, notamment l'usine de bentonite à Maghnia (W. Tlemcen) et de carbonate de calcium à Oggaz (W. Mascara), selon la même source. Il a été procédé, lors de cette Assemblée générale, à l'examen et au débat de plusieurs dossiers, l'accent ayant été mis sur le parachèvement et le développement des projets structurant de Gara Djebilet à Tindouf, du projet du phosphate intégré de Bled El Hadba à Tébessa, du projet du zinc et du plomb de Tala Hamza de Oued Amizour (W. Bejaia), outre l'exploitation artisanale de l'or dans le grand sud (Tamanrasset, Djanet, Illizi et Tindouf). A cette occasion, M. Arkab a félicité le groupe "Sonarem" pour les résultats réalisés et "le progrès enregistré" dans les projets structurant et ceux relatifs à la transformation et à la valorisation des produits miniers.

INDUSTRIES MÉCANIQUES

Le grand défi des entreprises algériennes

Plusieurs entreprises algériennes ont courageusement relevé le défi de renforcer la position des industries mécaniques au sein du paysage industriel national, à travers des produits aux normes internationales tout en maintenant un taux d'intégration nationale élevé, une initiative qui devrait insuffler une dynamique significative au secteur industriel, notamment l'industrie automobile. Participant à la Foire de la production algérienne (FPA) organisée au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger) jusqu'au 23 décembre, des entreprises ont mis en avant leurs réalisations en matière de développement des industries mécaniques en Algérie, affichant leur disposition à contribuer à l'augmentation des taux d'intégration dans ce secteur. Lors d'une tournée dans les différents pavillons de la Foire, l'APS a constaté la détermination des entreprises algériennes à suivre les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, données, jeudi dernier, à l'ouverture de la foire. A ce propos, le président de la République avait affirmé que "l'industrie mécanique doit tirer l'Algérie vers le haut du point de vue industriel", assurant que le tissu industriel algérien est en train de progresser grâce à "beaucoup d'opérateurs locaux qui ont pris l'initiative d'investir dans ce domaine". "Nous sommes sur la bonne voie", a affirmé le Président Tebboune qui avait

aussi salué les progrès réalisés par l'industrie mécanique en Algérie, mettant en avant l'importance accordée par l'Etat à ces industries. Dans ce contexte, l'entreprise "Iris" vise à augmenter la production de pneus pour voitures touristiques de 2 millions d'unités/an à 4 millions d'unités/an d'ici 2024, et ce par l'élargissement de l'usine qui est entrée en service en 2019, permettant de répondre à la demande locale et d'exporter 40% de la production vers 28 pays, dont les Etats-Unis, le Royaume-Uni et d'autres pays africains, a fait savoir la directrice de l'information de ladite entreprise, Kahina Arhab. La responsable a précisé qu'il existait un projet de production de pneus pour camions et autobus d'ici 2025, faisant état de négociations en cours avec plusieurs acteurs intéressés par la fabrication automobile en Algérie pour leur fournir des pneus "aux normes internationales". En ce qui concerne la société "Planète Filtre", elle est passée il y a environ trois ans de l'importation de filtres, qu'elle exerçait depuis environ 20 ans, à la production locale, en conformité avec "les aspirations de l'Etat algérien à promouvoir la production nationale, en particulier la production de pièces de rechange automobiles", selon le directeur de la société, Farid Khazani. "Nous fabriquons des filtres à huile, à air et à carburant pour les voitures touristiques, les véhicules lourds, les machines industrielles, ainsi que des filtres spéci-

ifiques aux usines", a-t-il relevé, ajoutant: "Nous nous préparons à contribuer au développement de l'industrie mécanique en Algérie en fournissant les certifications de qualité demandées par les entreprises de fabrication automobile". S'agissant de la matière première, M. Khazani a précisé qu'elle variait entre locale et importée, soulignant que "l'usine Tosyali de fer et d'acier dotera l'entreprise de certains produits métalliques à partir de 2024, tandis que d'autres entreprises nous fournissent du caoutchouc et des ressorts, ce qui permettra d'augmenter le taux d'intégration à près de 60% dans deux ans, contre 30% actuellement". Pour sa part, Amine Chabi, directeur commercial de la société "El Qods" spécialisée dans la transformation du verre, a mis en avant les efforts de l'entreprise depuis près de 40 ans pour développer l'industrie du verre automobile en Algérie, ce qui lui a permis ces dernières années de passer à la fabrication de vitres pour des autobus, des machines industrielles, et des wagons de trains "Coradia", de métros et de tramways. Le même responsable a indiqué que la société contribuait à augmenter le taux d'intégration dans le secteur de l'industrie automobile en Algérie en augmentant sa capacité de production à 650 unités de verre automobile par jour (contre 300 actuellement) à partir de 2025, notamment que "la société a reçu une offre de Fiat pour lui fournir du verre".

R E.

AIR ALGÉRIE Relance de la ligne aérienne Alger- Beyrouth (Liban) et Lattaquié (Syrie)

La compagnie nationale "Air Algérie" poursuit son redéploiement à l'international. Elle vient de relancer sa ligne aérienne à destination de Beyrouth (Liban) et de la ville de Lattaquié en Syrie. Une cérémonie de réouverture de cette ligne aérienne (Alger-Beyrouth-Lattaquié-Alger) s'est déroulée à l'aéroport international Houari Boumediene à Alger, en présence du directeur général d'Air Algérie, M. Yassine Benslimane, de l'ambassadeur du Liban à Alger, M. Mohamed Hassan, ainsi que des représentants du ministère des Transports et des cadres de la compagnie. Après plusieurs années de suspension due à la crise sanitaire de la Covid-19, et de l'embargo imposé à la Syrie, cette reprise est opérée à travers un vol d'un avion "Boeing 737-800", qui a décollé de l'aéroport Houari Boumediene d'Alger vers l'aéroport de Beyrouth, comme première escale, puis vers Lattaquié en Syrie, selon les détails fournis à l'APS par le porte-parole de la société, Amine Andaloussi. Le directeur général du pavillon national a expliqué aussi qu'il s'agit d'une reprise qui se fait à raison de deux vols par semaine. «Cette fréquence de deux vols par semaine sera renforcée par de nouveaux vols prochainement», a-t-il dit. Le rétablissement de ces liaisons avec le Liban et la Syrie intervient dans le cadre de l'enrichissement du réseau de transport d'Air Algérie. «La relance de cette ligne permettra notamment aux opérateurs économiques libanais et syriens de rallier, à partir d'Alger, 48 villes internationales et 33 autres villes à l'intérieur du pays», a encore expliqué M. Benslimane. Et d'ajouter : «La réouverture de ces lignes vers la Syrie et le Liban permettra notamment aux membres de la communauté résidant dans ces deux pays de voyager de et vers l'Algérie», a-t-il expliqué. Le DG d'Air Algérie a annoncé également qu'un vol commercial est aussi programmé au début du mois de janvier 2024, et ce, dans le cadre du raffermissement des relations de coopération avec ces deux pays. Par ailleurs, le président du Conseil d'affaires algéro-syrien, Zoubeydi Mohamed Khaled, et des membres du Conseil avaient pris part également à ce voyage dans le cadre de la relance de la liaison aérienne avec la ville syrienne de Lattaquié. Dans le cadre du même vol, l'avion d'Air Algérie devra rallier l'aéroport de la ville syrienne de Lattaquié, compte tenu de la fermeture de l'aéroport international de Damas. Lors d'une conférence de presse tenue au salon d'honneur de l'aéroport international Rafik El Hariri de Beyrouth, où est arrivé le premier vol de la compagnie nationale Air Algérie, M. Hemia s'est félicité du « rôle positif » de l'Algérie et son « soutien et solidarité durant des circonstances difficiles » qu'a traversées le Liban. « L'Algérie a toujours été un soutien pour les dirigeants et le peuple libanais, et n'a ménagé aucun effort pour mettre fin à la guerre civile qu'avait connu le Liban il y'a des années, ainsi que pour aider notre pays lors de la crise sanitaire de la Covid-19 », a-t-il déclaré. Par ailleurs, le ministre libanais a annoncé l'ambition de son pays de lancer, avec l'Algérie, des projets dans le domaine du transport aérien et maritime. Par S R.

BECHAR

Lancement prochain d'un vaste programme d'habitat

Les travaux de réalisation d'un vaste programme d'habitat, retenu en faveur de la wilaya de Bechar, seront lancés au début de l'année prochaine, a-t-on appris mercredi des services de la wilaya. Ce programme, dont les préparatifs techniques et administratifs ont déjà été entamés par la direction du secteur, en prévision du lancement des travaux, consiste en la réalisation de 500 logements publics locatifs (LPL) et 500 autres promotionnels aidés (LPA), a précisé la même source. Outre ce nouveau programme visant à répondre aux besoins des citoyens demandeurs de ces formules, il est aussi prévu l'attribution, durant la même année, de 14.000 aides financières aux bénéficiaires de lotissements sociaux à travers plusieurs collectivités, selon les services de la wilaya, qui ont signalé que Bechar a aussi bénéficié d'un nouveau quota de 6.000 aides financières destinées aux postulants à l'habitat rural. Parallèlement, les chantiers de réalisation de plusieurs projets d'équipements publics seront lancés, en 2024, à l'instar d'une nouvelle polyclinique, de deux (2) nouvelles écoles primaires et d'un collège d'enseignement moyen, au niveau des nouveaux lotissements sociaux de la commune de Bechar dont celui de « Jniane Diffallah » et de la nouvelle zone urbaine « Zone Bleue », a-t-on fait savoir. La réalisation d'un siège de la Sûreté urbaine est également retenue dans le lotissement de « Jniane Diffallah », totalisant 11.920 lots de terrain à bâtir destinés à l'auto-construction, et qui ont été attribués, auparavant, à leurs bénéficiaires, a-t-on indiqué de même source.

TISSEMSILT

Faire de la wilaya un pôle de l'écotourisme et du thermalisme

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche a mis l'accent, jeudi à Tissemsilt, sur la nécessité d'intensifier les efforts en vue de hisser cette collectivité locale au rang de pôle de développement de l'écotourisme et du thermalisme par la mise en place de structures susceptibles d'assurer l'attractivité des visiteurs

Le ministre a insisté, lors de la présentation d'un exposé sur la réhabilitation de la station thermale de Sidi Slimane, sur la nécessité de sauvegarder le cachet traditionnel de la source thermale de cette station et l'hôtel mitoyen, ainsi que la création d'autres structures, notamment des cafétérias et des restaurants, dans l'optique d'attirer le maximum de visiteurs désireux bénéficier de cures thermales par les eaux sulfureuses charriées du mont de l'Ouarsenis, surplombant du haut de ses 1.987 mètres la localité de Sidi Slimane. Il est à souligner que deux variantes préconisées dans le cadre de la mise en œuvre du programme complémentaire accordé à la wilaya de Tissemsilt ont été présentées au ministre, lors de la visite à ce site thermale. La première porte sur la réalisation d'un village touristique constitué de bungalows, alors que la seconde, qui a été finalement retenue, comporte la réalisation d'une Maison de l'artisanat, outre des restaurants et une cafétéria, et ce pour une enveloppe budgétaire globale évaluée à 53 millions de dinars. Dans la commune de Beni



Chaïb, M. Mokhtar Didouche s'est enquis de l'avancement des travaux d'un jardin aquatique en cours réalisation sur les berges du plan d'eau du barrage de Koudiet Rosfa. Inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la nomenclature des opérations contenues dans le programme complémentaire accordé par le gouvernement à la wilaya de Tissemsilt, le jardin portait initialement sur la réalisation d'une piscine et de jeux pour enfants, ce qui, selon le ministre, limitait sa faisabilité économique et touristique, instruisant ses initiateurs à ériger de grandes structures dans

le but d'attirer le maximum de visiteurs, préconisant la réalisation d'une piscines pour adultes, des infrastructures sportives, ainsi que des restaurants et des cafétérias. Par ailleurs, le ministre a mis en valeur le projet de réalisation d'un jardin thermal prévu au niveau de la forêt d'Aïn Antar, dans la commune de Bou Kaïd, un projet à même de promouvoir et de mettre en valeur les atouts naturels de cette wilaya des Hauts- Plateaux du Centre ouest et de transformer cette wilaya en pôle d'excellence du tourisme dans ses dimensions écologique, thermique

et sylvicole, parallèlement à l'agriculture, qui fait sa vocation première, où le développement économique sera boostée et où le marché du travail sera dynamisé par la multiplication des offres d'emplois. Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat poursuit sa visite, avec la mise en service de l'Ecole de formation professionnelle et de la consolidation des niveaux sise à la Maison de l'artisanat et des métiers, en plus d'inspecter la zone d'expansion touristique à Sidi Bentamra et la visite de l'établissement touristique "Milas" sis à Tissemsilt-ville.

TRAVAUX PUBLICS

Entretien et réhabilitation des deux tiers de la RN1 reliant In Salah-Tamanrasset-In Guezzam

Le ministre des Travaux publics et des infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh a affirmé, jeudi à Alger, que l'opération d'entretien et de réhabilitation de la RN1 reliant les wilayas de In Salah, de Tamanrasset et d'In Guezzam a touché, jusque-là, deux tiers de la longueur de cette route. Intervenant lors d'une plénière au Conseil de la nation consacrée aux questions orales présidée par Mohamed Reda Oussahla, vice-président du Conseil, M. Rekhroukh a précisé que "dans le cadre des opérations enregistrées au niveau des trois wilayas, concernant l'entretien et la réhabilitation de la RN1, la longueur globale prise en charge actuellement s'élève à 753,4 km sur une longueur globale de 1.264 km". La RN1 traverse les wilayas d'In Salah sur 410 km, de Tamanrasset (643 km) et d'In Guezzam (211 km), soit un total de 1.264 km de la frontière de la wilaya d'El-Méniaâ à In Guezzam et les frontières du Niger. Cet axe "important" représente la principale issue des trois wilayas, selon les explications données par le ministre en réponse à une question du membre du Conseil de la nation, Khafi Akhmadou (FLN) sur les procédures entreprises pour la prise en charge de la RN1. Le ministre a indiqué que "cette route constitue l'axe principal du réseau routier national et figure au



centre de nos priorités, de même que nous œuvrons à enregistrer des opérations de prise en charge permanente en fonction des priorités et des capacités financières disponibles". Concernant la route reliant la commune de Tazrouk et la localité de Tin Tarabine dans la wilaya de Tamanrasset, il a souligné que l'étude a été finalisée et présentée au niveau local. A une question du député Youcef Larab (Indépendants) sur la possibilité de corriger la trajectoire des lignes ferroviaires dans le cadre des travaux de modernisation de la ligne minière reliant les wilayas de Tébessa et Annaba, le ministre a souligné l'importance du projet de dédoublement et de modernisation de la ligne minière et ferroviaire Est, reliant le port d'An-

naba à Bled El Hadba passant par le complexe industriel de Oued Keberit sur une distance de 422 km. S'agissant de la ligne traversant la ville de Chebaïta, inscrite dans le cadre du projet de dédoublement de la ligne minière, il a souligné que le changement du site de la gare actuelle à Chebaïta située à 4 km de la station d'El Hadjar avec la déviation de la trajectoire vers l'extérieur de la ville, exigeaient la révision totale de la trajectoire exploitée actuellement, à partir de Annaba avec le changement des sites des différentes gares situées entre Annaba et Chebaïta, ce qui n'est pas chose aisée si l'on tient compte de la densité du tissu urbain, du réseau routier dans la région et des terres agricoles à contourner.

Il a également souligné que les produits phosphatés transportés sur cette ligne ferroviaire, doivent être dirigés vers la station maritime située au port d'Annaba, qui constitue un point obligatoire sur cette ligne, ajoutant qu'en vue de protéger les habitants de cette zone urbaine du bruit résultant de la circulation des trains miniers, de nombreuses mesures seront prises lors de la réalisation de ces travaux, dont la plus importante est la sécurisation des zones ferroviaires à travers la construction de murs hauts, insonorisés et anti-vibrations. A la question du membre Amri Dahane (FLN), concernant le mur de béton placé sur les côtés de la double voie reliant les villes de Mecheria et Ain Seffa, il a précisé qu'il a été renoncé à la réalisation de séparateur en ciment et en fer avec deux lignes parallèles au niveau des doubles tronçons récemment réalisés, ajoutant que si cette expérience réussit, nous œuvrerons à la généraliser pour remplacer la barrière en béton au niveau du tronçon objet de votre question. Il a également souligné que les mesures nécessaires ont été prises pour accompagner le phénomène d'ensablement et assurer la sûreté et la sécurité des usages de la route grâce à une surveillance quotidienne à travers des patrouilles d'intervention et de maintenance.

Le livre, les marchés et l'éducation

Une culture s'hérite et se fabrique tout à la fois. Il faut emmener nos enfants se promener dans le monde, il faut le leur rendre familier. Mais ils doivent pouvoir rentrer chez eux. Il faut se répéter que c'est au travers d'autrui que l'on se reconnaît, que l'on reconnaît sa différence. Une culture ne s'hérite pas essentiellement, elle se fabrique.

Suite et fin

DERGUINI Arezki (*)

Elle s'hérite et se fabrique tout à la fois. Elle ne peut s'hériter que dans ce que nous faisons. Il faut leur apprendre à faire ensemble, à s'approprier le monde ensemble. Notre « background culturel » ne saurait se comparer à celui européen ou chinois, mais ce n'est pas pour autant que nous sommes sans fond et sans jugement quant à ce qui nous est avantageux. Notre passé nous fabrique depuis des siècles, nous ne tombons pas du ciel, il nous tient. Même absent de notre conscience, il est profondément inscrit dans notre être qui n'a pas traversé les siècles impunément. Il est ainsi inscrit dans nos langues, dans notre proximité à la nature, il est comme dans nos instincts. Il est un chemin que nous pouvons prendre et qui ne nous égarera pas, au contraire des chemins qui ne sont pas les nôtres. Il est dans ce que nous partageons, avec qui nous pouvons partager. C'est de la comparaison immédiate aux autres que nous nous croyons sans fond, sans capacité. Nous sommes dans ce que nous faisons avant d'être dans ce que nous avons été. Ce qui a été en nous et dure est toujours en nous. Ce qui doit mourir pour que nous continuions à vivre mourra. Nous sommes ce qui dure en nous et nous raffermir. Il faut se faire confiance, ce que nous sommes se révélera dans nos meilleures fabrications. Il faut pour cela, être en mesure de faire son chemin parmi autrui, de reconnaître au sein de notre commune humanité nos différentes destinées en dépit ou compte tenu de nos différentes oppositions et trajectoires. Force est de constater que nous n'armons pas nos enfants et leur société pour se frayer un chemin dans le monde, y faire leur place. On ne peut se penser sans se penser dans autrui. Autrui est et sera en nous, nous sommes et nous serons en lui. Comment, dans quel rapport ? Voilà la question qui compte. Comment puis-je exister (ex-ister) ici et là, est une question qui se pose à tout vivant, à tout humain. Je viens au monde parmi d'autres, je dois vivre, produire et consommer, parmi d'autres. Ceux qui veulent se penser indépendamment des autres, se définir à priori, prétendent se connaître sans connaître autrui, finissent par se mettre hors du monde et se scléroser. La vie dans l'école. La vie est en train de quitter l'école, les institutions. L'éducation a été abandonnée à l'école, l'école a été vendue à l'emploi. Les cours particuliers, qui semblent être la panacée pour beaucoup, ne changeront pas grand-chose à l'affaire. C'est

d'un plus grand engagement de la société, des parents et des maîtres d'école, dans l'éducation des enfants qu'est la solution. Confier l'éducation à des travailleurs de la Science est une mauvaise affaire, ils la vident de la responsabilité, de la vie. Cette éducation disjoint les générations, fabrique l'inflation des diplômes. Pour leur apprendre à lire, les parents doivent raconter des histoires à leurs enfants. Ils doivent les fabriquer, comme les fabriquaient nos grand-mères. Nous avons refusé d'être à l'école de nos grands-mères. Elles sont les ancêtres de nos producteurs culturels. La vie a un rapport avec l'imagination, les mythes, l'enfant doit apprendre à se situer dans le monde, à avoir peur, à désirer, à imaginer, à penser. Les mythes servent à penser, ceux qui servent à réciter se dessèchent. Les sciences sont des outils. Les histoires de nos grands-mères avaient leurs effets, elles ne se préoccupaient pas de la vérité, mais de la bonne conduite de la nouvelle génération. La Vérité avec un grand V ne peut pas être objectivée, elle n'est pas quelque part que l'on pourrait dévoiler, les vérités qui nous permettent de bien faire par contre sont à notre portée, l'expérience peut en juger. À combien de « mensonges », enfants, les aînés avaient dû croire pendant leur éducation, pour qu'ils adoptent une conduite convenable, pour leur éviter des disputes familiales et fratricides. On se mentait à bon escient, pour bien faire. Ce qui comptait dans une vérité c'est ce qu'elle faisait faire. Avec les légendes, on leur donnait une matière à réfléchir, une nourriture pour leur imagination. Les légendes ne décervèlent pas quand on les dispense pour apprendre à imaginer, à penser. Quand ce n'est pas le cas, la vie les abandonne. Les enfants ont besoin d'avoir prise sur le monde, ils ont besoin d'histoires pour enfants pour leur première prise sur le monde. Un monde merveilleux et dangereux. L'école et l'imagination. Les maîtres d'école doivent fabriquer d'autres histoires, ils doivent susciter de l'imagination. À chacune de ses étapes, l'éducation se fixera comme objectif de donner à l'individu le sentiment qu'il est en bonne prise avec le monde. La rationalisation ne suffit pas pour assurer une bonne prise. Les objectifs de l'éducation ne sont pas de faire de l'individu un individu rationnel sans en faire un individu collectif. L'éducation doit faire partager des sentiments collectifs, un imaginaire collectif, sur lesquels se dégagera une pensée collective en prise sur le monde. Comment autrement la société pourrait-elle entrer en résonance ? Pour l'heure, seuls des événements majeurs lui permettent d'entrer en résonance. Pour le

reste, chacun pour soi. Il faut remettre l'Histoire au centre de l'éducation, penser notre histoire et celle du monde. Comment pourrions-nous sans cela raconter de bonnes histoires à nos enfants ? Comment lire des textes, si nous ne pouvons pas les recontextualiser ? On a séparé l'école de la vie, la théorie de la pratique, en croyant qu'on pourrait les réunir en fin de parcours. Pourquoi a-t-on échoué à les réunir à nouveau, pourquoi a-t-on distribué des diplômes, mais pas des qualifications ? Pourquoi ne veut-on pas répondre à la question ? Les intérêts de la société ne sont pas dans ceux de l'élite et les intérêts de l'élite ne sont pas dans ceux de la société, les diplômes sans les qualifications ne sont pas pour tous. Le texte et sa lecture. Nous nous sommes empressés d'ouvrir des universités pour ne pas autoriser de liberté académique, pourquoi ? Nous nous sommes empressés de former des étudiants par des étudiants, pourquoi ? Quand j'ai commencé à enseigner au centre universitaire de Sétif, j'ai été confronté comme francisant à une arabisation de l'enseignement. J'ai donc enseigné le module de terminologie économique. Dans cet enseignement, j'ai été confronté à la question pourquoi la lecture d'un texte donne-t-elle lieu à plusieurs lectures ? J'en suis vite arrivé à deux conclusions. La première et la plus tardive, c'est que du côté de l'enseignant, l'on ne savait pas recontextualiser des textes décontextualisés. Entre l'étudiant et un texte d'Adam Smith, il y a toute une histoire. La seconde, que je retiendrai ici, c'est qu'entre un étudiant en langue arabe et un texte en langue française, il y a la langue française que l'on ne savait pas lire. Passer d'une langue à une autre, c'est passer d'un mode de penser à un autre. Je me rappelais alors la devise de mon enseignant de collège qui marqua ma formation : la grammaire est la science des ânes. Je ne m'intéressais qu'aux idées, je n'avais pas appris que la langue structurait la pensée. J'aurai davantage aimé les langues pour passer d'un mode de penser à un autre. Bref, j'abrège pour en venir à ma conclusion finale d'alors, que si à la sortie de l'université, je m'en étais retourné au collège au lieu d'enseigner à l'université, pour réfléchir sur la base de ma formation et celle de mes élèves, je leur aurai transmis moins de défauts et nous n'en serions pas arrivés au point où nous sommes : des cadres qui n'encadrent pas de travailleurs qualifiés d'un côté, des Algériens contraints de penser dans une langue étrangère d'un autre côté. Penser dans nos langues parlées. J'ai appris à penser dans la langue fran-

çaise, je me suis efforcé de penser dans celle arabe, mais je n'ai pas appris à penser dans ma langue maternelle. Beaucoup souffre de ne pas apprendre dans leur langue maternelle, ils en sont handicapés. Mais plus important, travailler les langues parlées, les enrichir des outils des langues écrites, c'est se travailler soi-même, ne pas s'ignorer, c'est apprendre à se penser dans l'Histoire. Penser dans des langues étrangères, c'est faire penser quelqu'un d'autre à travers nous qui pensera toujours mieux que nous puisqu'en meilleure possession des ressources de la langue. Penser dans nos langues parlées, c'est remettre les pieds sur terre, c'est disposer de ressources propres et les développer, c'est partager des ressources et développer un sens commun. C'est cela aussi l'indépendance. Penser par soi-même, cela nous augmente, c'est remettre de la joie dans l'école. Ceux qui doutent de l'intérêt du travail de la langue comme travail sur soi peuvent aller voir comment la langue chinoise fait autrement penser que celles qu'ils pratiquent. On n'accumule pas pour soi dans une langue étrangère, on se sépare de sa société, de sa langue parlée, de son sens commun. En guise de Conclusion. Sur le marché les producteurs et les consommateurs se présentent séparés. Ils sont en fait compris dans producteurs et des consommateurs collectifs desquels ils dépendent. Les marchés postcoloniaux dépendent de producteurs et de consommateurs collectifs étrangers. Les économies postcoloniales ne disposent pas de producteurs et de consommateurs collectifs. Les économies émergentes ont des producteurs collectifs qui ont choisi leur insertion dans des collectifs mondiaux. Au centre du marché de l'éducation se trouve celui du livre. Dans le marché mondial des idées, le marché postcolonial de l'éducation ne fait pas sa place. Il n'a pas constitué un marché du livre qui en serait comme le centre de gravité. Un marché du livre qui exprimerait la pensée de la société d'elle-même sur elle-même dans le monde. La société dans sa pensée postcoloniale aurait comme cassé son miroir, elle se regarde encore dans la production et la langue des autres. La pensée décoloniale, qui se comprendrait dans la pensée du monde, comprendrait la pensée occidentale et la pensée chinoise, est en cours de gestation.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

BUDGET JORDANIEN
DE 2024Prévision d'un
déficit de 1
milliard de
dollars

Le gouvernement jordanien s'attendait à ce que le budget 2024 génère des recettes d'une valeur de 13,50 milliards de dollars et des dépenses courantes d'une valeur de 15 milliards de dollars, avec un déficit d'environ 1 milliard de dollars.

Lors d'une présentation complète devant la Chambre basse du Parlement, le ministre des Finances Mohammad al-Ississ a dévoilé le projet de loi budgétaire 2024, un plan budgétaire stratégique dans un contexte de crise économique mondiale et d'incertitude régionale. Il a annoncé que l'inflation en 2024 devrait rester modérée, ne dépassant pas 2,7 %. Les données publiées par le Département des statistiques ont montré une augmentation de l'indice pour les onze premiers mois de cette année de 2,13 %, par rapport à la même période de 2022.

En novembre, la Jordanie a conclu un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) sur un programme de réformes économiques et structurelles soutenu par un nouvel accord de mécanisme de financement élargi (FEP) sur 4 ans d'un montant d'environ 1,2 milliard de dollars.

Après approbation du Conseil d'administration, la Jordanie aurait immédiatement accès à environ 190 millions de dollars. Ississ a souligné que les réserves de change de la Banque centrale s'élèvent actuellement à 18 milliards de dollars, contre 17,3 milliards de dollars à la fin de 2022, indiquant que le déficit primaire en pourcentage du produit intérieur brut en 2023 a diminué à 2,6 %, contre 2,7 % en 2022. Le budget de l'année prochaine prévoit une augmentation des recettes de l'impôt sur le revenu et de la taxe de vente de 6,4 %. Le ministre a souligné que la Jordanie cherchait à élargir l'assiette fiscale et à rationaliser les exonérations afin de renforcer les incitations et les avantages et de créer un environnement attractif pour les investisseurs.

LIBAN

La guerre contre les Palestiniens va replonger l'économie en récession

La guerre en Palestine devrait replonger l'économie libanaise en récession, malgré des prévisions optimistes portées par le tourisme et les envois de fonds de la diaspora de ce pays en crise, a indiqué jeudi la Banque mondiale.

Selon un rapport, "avant octobre 2023, la croissance économique devait -- pour la première fois depuis 2018 -- légèrement augmenter en 2023 (+0,2 %)".

Des prévisions positives qu'elle avait attribuées à la bonne saison touristique estivale ainsi qu'aux transferts de fonds par les Libanais résidant à l'étranger, qui ont favorisé la croissance de la consommation. Mais "le conflit actuel et ses retombées au Liban devraient rapidement inverser la faible croissance prévue pour 2023, l'économie retombant en récession", poursuit le rapport. Depuis le début de la guerre en Palestine en octobre, la frontière libano-israélienne est le théâtre d'échanges de tirs réguliers.

Plus de 50 % des réservations de voyage au Liban ont été annulées pour les vacances d'hiver, écrit la Banque mondiale, pointant que "la



dépendance du Liban à l'égard du tourisme et des entrées de fonds des travailleurs à l'étranger n'est ni une stratégie économique viable ni un

plan de résolution de la crise économique". Et de poursuivre qu'"avant même que n'éclate le conflit actuel, il n'était

guère vraisemblable que la croissance morose indiquée par les projections pour 2023 perdure".

Le produit intérieur brut (PIB) devrait diminuer "entre -0,6 % et -0,9 % en fonction de l'ampleur du choc touristique", prédit-elle.

L'économie libanaise s'est effondrée fin 2019, plongeant la majorité de la population dans la pauvreté, selon les Nations unies.

Accusés de corruption, les politiques ont été incapables de se mettre d'accord sur des mesures de sauvetage de l'économie ou sur un nouveau chef d'État.

Le Liban est dirigé par un gouvernement démissionnaire aux pouvoirs limités. Il n'y a actuellement pas de président, les législateurs ayant échoué à plusieurs reprises à élire un nouveau dirigeant.

LIGNE LE CAIRE-DJEDDAH

Deuxième liaison aérienne la plus fréquentée au monde en 2023

La liaison aérienne entre Le Caire et Djeddah a été classée comme deuxième route internationale la plus fréquentée en 2023, avec 4,8 millions de sièges, selon un rapport.

Établi par le fournisseur mondial de données sur les voyages, Official Airline Guide (OAG), ce rapport indique une différence de 2 % entre la première et la deuxième place. En 2023, la liaison aérienne internationale la plus fréquentée en 2023 était celle de Kuala Lumpur à Singapour, avec 4,9 millions de sièges.

Ces données viennent conforter l'objectif du Royaume de développer et de moderniser tous les secteurs de l'aviation, et notamment les compagnies aériennes saoudiennes, les services de logistique et de fret, ainsi que d'autres sections de soutien, afin de renforcer son tourisme et sa stratégie aéronautique, conformément à la Vision 2030.

«L'Arabie saoudite se place en tête au niveau mondial dans l'aviation, réalisant la plus forte augmentation de connexions parmi tous les pays, et dépassant les taux de crois-

sance mondiaux de l'aviation», a déclaré le ministre des Transports et des Services logistiques du Royaume, Saleh al-Jasser, lors de la réunion du Comité de direction de la stratégie aéronautique saoudienne.

«Le secteur de l'aviation apporte une contribution substantielle à la stratégie nationale de transport et de logistique du Royaume, reliant l'Arabie saoudite au monde en appuyant la Vision 2030», a ajouté Saleh al-Jasser.

Lors de ce même événement, le président de l'Autorité générale de l'aviation civile, Abdelaziz al-Douailej, a déclaré que «2023 a été une année record pour l'aviation saoudienne, le Royaume transportant plus de passagers et reliant plus de destinations que jamais auparavant».

Abdelaziz al-Douailej a ajouté que cette transformation était menée grâce à la stratégie de l'aviation saoudienne, qui cible 330 millions de passagers et vise à établir des connexions avec 250 destinations, et à avoir une capacité de fret de 4,5 millions de tonnes d'ici à 2030.

«Ces réalisations témoignent du travail de l'ensemble du secteur de l'aviation, et de son harmonisation, réalisée grâce au comité directeur», a souligné Al-Douailej.

Le rapport de l'OAG annonce également que la liaison Hong Kong vers Taipei est la troisième route internationale la plus fréquentée en 2023, avec 4,6 millions de sièges. Cette même route était également la plus active en 2019, le nombre ayant chuté de 43 % depuis lors.

En outre, la plupart des dix plus importantes liaisons internationales de 2023 affichent des chiffres variant entre 9 et 43 %, soit en dessous de leurs niveaux de 2019. En outre, la moitié des dix routes aériennes internationales les plus fréquentées au monde ne figuraient pas sur la même liste en 2019.

La production dans l'aviation au niveau local devrait croître de 126 % en Arabie saoudite au cours des vingt prochaines années, avait déclaré cette semaine la directrice d'une organisation internationale consacrée aux femmes dans l'aviation.

LA SÉCHERESSE MENACE LE MAROC

Le ministre de l'équipement alerte sur la crise hydrique

Le Maroc, confronté à une situation hydrique alarmante, fait face à une crise sans précédent, poussant le gouvernement à réagir. Selon Nizar Baraka, ministre de l'Équipement et de l'Eau, le pays vit un moment critique, se dirigeant vers une quatrième année consécutive de sécheresse si les pluies ne viennent pas dans les trois prochains mois.

Lors d'un point de presse à Rabat, aux côtés de Mustapha Baïtas, porte-parole du gouvernement, Baraka a partagé des détails préoccupants sur l'état actuel des res-

sources en eau du pays.

Le ministre a souligné lors de sa présentation un déficit pluviométrique alarmant de 67 % par rapport à l'année précédente, avec une moyenne de précipitations de seulement 21 millimètres. Cette sécheresse a entraîné une diminution drastique des réserves dans les barrages du nord, du centre et du sud du pays, n'affichant que 22,5 % de leur capacité de stockage. Cette réduction des réserves hydriques impacte fortement les bassins hydrauliques. Gestion de crise

Face à cette réalité inquiétante, Nizar Baraka a évoqué la possibilité d'une gestion rationnelle de l'eau potable, voire d'installer des coupures temporaires dans certaines régions et villes. Des projets sont en cours pour atténuer les effets de cette crise, tels que les autoroutes de l'eau, à l'exemple de celle de Oued Sebou, et les stations de dessalement de l'eau de mer, dont celles de Casablanca et El Jadida qui devraient être opérationnelles prochainement. Le ministre a également mis en lumière la station de dessalement de Casablanca, un

projet ambitieux dont les travaux démarrent en janvier 2024.

Dans ce contexte critique, Nizar Baraka a appelé à une mobilisation et une meilleure gouvernance de l'eau. Des commissions régionales, en lien avec les wilayas et préfectures, seront chargées de suivre la situation hydrique et de décider des mesures à prendre, notamment en ce qui concerne la rationalisation de l'utilisation de l'eau potable et les coupures temporaires si nécessaires.

AFRIQUE

Les ventes de smartphones ont crû de 12% au 3e trimestre 2023

Le cabinet Canalys s’attend à un ralentissement des ventes de téléphones intelligents sur le continent en 2024 sous l’effet des dévaluations monétaires, de l’augmentation des taxes à l’importation et des initiatives gouvernementales encourageant la production locale.

Les ventes de smartphones en Afrique ont totalisé 17,9 millions d’unités au troisième trimestre 2023, enregistrant ainsi une croissance de 12% par rapport à la même période en 2022, selon un rapport publié le lundi 18 décembre 2023, par le cabinet d’étude de marchés Canalys. Intitulé « African smartphone market », le rapport souligne que le marché africain des smartphones a connu un deuxième tri-

mestre consécutif de forte croissance, malgré les incertitudes macroéconomiques mondiales, les restrictions à l’importation et la volatilité des taux de change sur les marchés clés du continent. Au deuxième trimestre de l’année en cours, les ventes de téléphones intelligents avaient déjà enregistré une forte croissance de 9% en glissement annuel. Les taux de croissance des ventes les plus élevés au troisième trimestre ont été enregistrés en

Afrique du Sud (+20%) et en Egypte (19%). En ce qui concerne les marques les plus vendues en Afrique, le chinois Transsion (Tecno, Itel et Infinix) maintient sa place de leader avec une part de marché de 48%. L’entreprise a consolidé ses positions sur le continent en se concentrant sur les gammes de prix inférieures à 100 dollars. Le groupe sud-coréen Samsung a conservé sa deuxième position avec 26 % de parts de marché devant Xiaomi et OPPO

alors que Realme ferme le Top 5 des marques les plus commercialisées sur le continent entre le 1er juillet et le 30 septembre 2023. Pour 2024, Canalys s’attend à une hausse à un seul chiffre des ventes des smartphones en Afrique, estimant que le marché devrait finir par subir l’impact de la dévaluation de plusieurs monnaies, de l’augmentation des taxes à l’importation et des initiatives gouvernementales encourageant la production locale.

HYDROCARBURES

Le Nigeria offre de nouvelles incitations pour attirer les investisseurs

Le Nigeria a vu sa production de pétrole baisser ces dernières années, sous l’effet des vols de brut, des actes de vandalisme ciblant les infrastructures et de la chute des nouveaux investissements. Le Nigeria offrira de nouvelles incitations aux investisseurs dans les secteurs du pétrole et du gaz naturel en vue d’augmenter sa production d’hydrocarbures, a rapporté Bloomberg ce mercredi 20 décembre 2023, citant l’autorité de régulation du segment amont de l’industrie pétrolière. « Les nouvelles mesures incitatives comprennent le remplacement des primes à la signature [les paiements effectués par les entreprises aux gouvernements lors de la signature des contrats, Ndlr] par des sommes

forfaitaires pour la production », a révélé le directeur général de la Commission de régulation de l’amont pétrolier (NUPRC), Gbenga Komolafe. Le gouvernement nigérian prévoit également de réduire les délais de l’octroi des licences aux compagnies pétrolières et gazières grâce à des procédures bureaucratiques. « La réduction des coûts pour les entreprises et la résolution des problèmes qui retardent les accords de production représentent un changement de paradigme », a souligné M. Komolafe, indiquant que les investisseurs potentiels « verront que le Nigeria est prêt à faire des affaires différemment, lors du prochain appel d’offres prévu très bientôt ».

Le Nigeria n’a pas réussi à atteindre les quotas de l’Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) ces dernières années, en raison notamment de la baisse des nouveaux investissements dans le secteur, des vols généralisés de brut dans les oléoducs et des actes de vandalisme ciblant les infrastructures. Depuis son entrée en fonction le 29 mai 2023, le président nigérian, Bola Ahmed Tinubu, a engagé plusieurs réformes économiques clés, dont la suppression des subventions sur le carburant, l’unification du taux de change de la monnaie nationale et l’établissement d’une liste d’entreprises d’Etat qui devraient être cédées totalement ou partiellement aux investisseurs privés.

VIA LES BANQUES MULTILATÉRALES DE DÉVELOPPEMENT

Soutien croissant en faveur de la canalisation des DTS du FMI

Les gouvernements de la France, du Japon, de l’Espagne, du Royaume-Uni et du Brésil (qui assurera la prochaine présidence du G20), le Fonds monétaire international, les Nations unies, des ministres de pays d’Afrique et d’Amérique latine, la Banque asiatique de développement et d’autres institutions internationales ont apporté leur plus ferme soutien à une proposition du Groupe de la Banque africaine de développement et de la Banque interaméricaine de développement (BID) visant à canaliser les Droits de Tirage Spéciaux (SDR en anglais) par l’intermédiaire des banques multilatérales de développement. S’exprimant lors d’une table ronde spéciale organisée dans le cadre de la COP28 à Dubaï, lundi 4 décembre 2023, pour discuter de l’exploitation des DTS pour le climat et le développement, les participants ont félicité les deux banques pour leur proposition innovante qui permettrait de fournir des ressources financières indispensables aux pays vulnérables. La réunion a été organisée conjointement par la présidence de la COP28, la Banque africaine de développement, la Banque interaméricaine de développement, le gouvernement

français et le gouvernement japonais, avec le soutien de la Fondation Rockefeller. Le FMI a émis une allocation générale historique de droits de tirage spéciaux (DTS) d’une valeur de 650 milliards de dollars en 2021 pour aider les pays à faire face aux effets d’une crise mondiale déclenchée par la pandémie de Covid-19. L’Afrique, qui compte plus de 1,2 milliard d’habitants, n’a reçu que 33 milliards de dollars, soit environ 5 % du montant total de l’allocation, ce qui en fait la plus petite portion parmi les différentes régions du monde. L’Amérique latine et les Caraïbes n’ont reçu que 8 % de la dotation totale. Au sommet des chefs d’Etat en février 2022, l’Union africaine a exhorté les pays riches à porter l’allocation des DTS du continent à au moins 100 milliards de dollars et à en canaliser une partie par l’intermédiaire de la Banque africaine de développement. La canalisation des DTS par l’intermédiaire des banques multilatérales de développement s’aligne fortement sur la Déclaration pour une vision commune de ces banques publiée lors du sommet sur le Pacte de Paris pour les peuples et la planète en juin 2023. La Banque africaine de développe-

ment et la Banque interaméricaine de développement ont développé un mécanisme innovant qui sera structuré comme un instrument de capital hybride et pourra donc être comptabilisé comme des fonds propres dans le bilan de la Banque africaine de développement et de la Banque interaméricaine de développement. Il s’appuie également sur un Accord de soutien à la liquidité conclu entre les actionnaires contributeurs, afin de garantir que les pays contributeurs de DTS puissent toujours les comptabiliser comme des réserves. S’exprimant lors de la table ronde, le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a réitéré les avantages de la canalisation des DTS par l’intermédiaire des banques multilatérales de développement. « Les banques multilatérales de développement peuvent multiplier les DTS canalisés par au moins quatre fois leur valeur initiale », a-t-il indiqué. Cet effet multiplicateur signifie que cinq milliards de dollars de DTS canalisés pourraient être transformés en vingt milliards de dollars de nouveaux financements. « Les DTS passeront ainsi du statut d’actifs de réserve statiques à celui d’instruments de prêt dynamiques, à

des coûts abordables, pour financer le développement, tout en préservant leur statut d’actifs de réserve, et sans frais pour les contribuables des pays riches en DTS », a ajouté M. Adesina. Le président de la Banque interaméricaine de développement, Ilan Goldfajn, a souligné les progrès importants réalisés dans la discussion sur la canalisation des DTS : « Les DTS sont essentiels pour nous aider à faire progresser notre programme en matière de climat et à accroître les investissements en faveur de l’atténuation du changement climatique et de l’adaptation à ses effets dans nos pays membres. Nous saluons les progrès réalisés dans le sens d’une canalisation des DTS avec les promesses de liquidités de la France, le soutien exprimé par le Japon, le Royaume-Uni et l’Espagne concernant l’instrument de capital hybride de DTS et la volonté du FMI d’envoyer prochainement une proposition à son conseil d’administration. Par la suite, il sera crucial d’obtenir l’engagement d’au moins cinq investisseurs supplémentaires pour faire de cet instrument une réalité et commencer à canaliser les DTS par l’intermédiaire des banques multilatérales de développement. »

POUR SOUTENIR LA FABRICATION DE VACCINS EN AFRIQUE

Gavi Alliance mobilisera un 1 milliard \$

L’initiative vise à fournir des financements aux fabricants de vaccins sur le continent africain à des moments clés du processus de leur développement pour les aider à couvrir les coûts de démarrage élevés et à garantir la demande. L’Alliance du Vaccin (anciennement Global Alliance for Vaccines and Immunization/Gavi) a annoncé dans un communiqué publié le jeudi 7 décembre, que son conseil d’administration a approuvé le lancement de l’Accélérateur africain de fabrication de vaccins (AVMA), un instrument de financement qui mobilisera jusqu’à 1 milliard de dollars pour soutenir la fabrication locale de vaccins en Afrique. « L’AVMA est un mécanisme de financement innovant visant à établir une industrie africaine durable de vaccins capable d’améliorer la résilience de la région face aux pandémies, aux épidémies et aux autres urgences sanitaires », a précisé l’organisation internationale créée en 2000 pour assurer aux enfants vivant dans les pays les plus pauvres du monde un meilleur accès aux vaccins nouveaux ou sous-utilisés. « L’objectif est de mettre jusqu’à 1 milliard de dollars à la disposition des fabricants de vaccins à des moments clés du processus de leur développement, afin de les aider à couvrir les coûts de démarrage élevés et à garantir la demande », a-t-elle ajouté. Le conseil d’administration de la Gavi a par ailleurs approuvé la création d’un « Fonds de première réponse » (First Response Fund) de 500 millions de dollars pour s’assurer que les financements soient disponibles immédiatement lors d’une éventuelle future pandémie ainsi qu’un programme doté de 290 millions de dollars visant à « rattraper les vaccinations de routine pour les enfants, qui ont été durement perturbées par la pandémie du coronavirus ».

SOUTENUE PAR WALL STREET

La Bourse de Tokyo ouvre en modeste hausse

La Bourse de Tokyo démarrait vendredi en légère hausse, soutenue par les gains à Wall Street la veille et par le net ralentissement de l'inflation au Japon en novembre, conformément aux attentes. L'indice vedette Nikkei progressait de 0,28% à 33.233,96 points vers 00H35 GMT et l'indice élargi Topix gagnait 0,55% à 2338,67 points.

La Bourse de New York a fini jeudi dans le vert, de nouveaux indicateurs américains ayant confirmé le ralentissement de l'économie des États-Unis, ce qui va dans le sens de la perspective d'une baisse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) en 2024. Au Japon, l'inflation a nettement ralenti en novembre (2,5% sur un an hors produits frais, contre 2,9% en octobre), selon des données officielles publiées vendredi avant l'ouverture de la Bourse de Tokyo et qui étayaient le message de la Banque du Japon (BoJ). Celle-ci maintient pour l'instant sa politique monétaire ultra-accommodante en attendant de voir notamment de nouvelles hausses de salaires importantes dans le pays l'an prochain.

Le rachat de US Steel par Nippon Steel se corse déjà
Le président américain Joe Biden a mis en garde jeudi contre le rachat prévu du sidérurgiste américain emblématique US Steel par le japonais Nippon Steel (+0,37% vers 00H30 GMT), annoncé en début de semaine. Cette acquisition «semble mériter un examen approfondi en termes (...) de sécurité nationale», a déclaré Joe Biden, candidat à sa réélection en novembre 2024 et qui se pose en défenseur de la souveraineté industrielle de l'Amérique. Une enquête va être menée par l'agence gouvernementale américaine chargée d'évaluer le risque des investissements étrangers, le CFIUS. Certains actionnaires

de Nippon Steel ne seraient pas forcément déçus par une annulation de cette acquisition, au vu de son prix jugé très élevé (14,9 milliards de dollars, dette comprise). L'action Nippon Steel avait d'ailleurs chuté mardi au lendemain de l'annonce de ce projet de rachat.

Devises et pétrole quasi stables
Le cours dollar/yen variait peu, un dollar valant 142,03 yens vers 00H30 GMT

contre 142,12 yens jeudi à 21H00 GMT. L'euro baissait légèrement à 156,30 yens contre 156,49 yens la veille, mais son cours était presque inchangé face au billet vert, à raison d'un euro pour 1,1008 dollar contre 1,1011 dollar jeudi à 21H00 GMT. Le marché du pétrole stagnait: vers 00H20 GMT le baril de WTI américain était parfaitement stable à 73,89 dollars.

PORTÉE PAR DES DONNÉES RASSURANTES Wall Street rebondit

La Bourse de New York a fini en hausse jeudi, effaçant une partie de ses pertes de la veille, alors que des données économiques ont alimenté l'optimisme sur un assouplissement à venir de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) et l'appétit des investisseurs pour le risque. L'indice Dow Jones a gagné 0,87%, ou 322,35 points, à 37.404,35 points. Le S&P-500, plus large, a pris 48,40 points, soit 1,03%, à 4.746,75 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 185,92 points (1,26%) à 14.963,87 points. Les principaux indices de Wall Street se sont installés en territoire positif à l'approche de la fin de séance, dans le sillage notamment des gains des fabricants de semi-conducteurs après que Micron Technology a communiqué des prévisions trimestrielles supérieures aux attentes. Ils ont marqué ainsi un mouvement inverse à celui constaté mercredi; ils avaient plongé dans le rouge en toute fin d'une séance hésitante. "La journée d'hier a été l'occasion pour les investisseurs d'effectuer des prises de bénéfice", a déclaré Greg Bassuk, directeur général d'AXS Investments à New York, citant les récentes hausses successives à Wall Street et disant s'attendre à une "fin d'année solide". Des données officielles publiées dans la journée montrent que la croissance de l'économie américaine au troisième trimestre n'a pas été aussi robuste qu'attendu en lecture préalable, tandis que les tensions sur le marché du travail ont commencé à s'affaiblir - ce que la Fed considère comme un obstacle pour maîtriser l'inflation. "Le fait que le PIB trimestriel n'a pas été revu à la hausse, mais au contraire abaissé, conforte les investisseurs dans l'idée que la voie sur laquelle la Fed est engagée, énoncée la semaine dernière, ne va pas changer de sitôt", a commenté Peter Tuz, président de Chase Investment Counsel, en Virginie. A l'issue de sa réunion de politique monétaire la semaine dernière, la banque centrale américaine a de nouveau maintenu ses taux d'intérêt inchangés et indiqué que son cycle de resserrement monétaire touchait à sa fin, ouvrant la voie à une baisse des taux l'an prochain. Les marchés financiers anticipent une baisse des taux de 25 points de base dès mars prochain, selon FedWatch. Les investisseurs attendent la publication vendredi, par le département américain du Commerce, du rapport sur la consommation personnelle pour disposer d'éléments importants sur l'inflation aux États-Unis. Tous les secteurs majeurs du S&P-500 ont fini la séance en hausse. Côté valeurs, parmi les mouvements à noter, Micron Technology a bondi de 8,6% après avoir annoncé une prévision de chiffre d'affaires trimestriel supérieure aux attentes, lais-

sant penser que le secteur des semi-conducteurs rebondira l'an prochain après une année décevante. Les constructeurs américains de véhicules électriques, dont Tesla et Rivian Automotive, ont progressé après que la presse a rapporté que les États-Unis envisageaient de relever les taxes sur les véhicules électriques chinois.

Les Bourses chinoises ouvrent en ordre dispersé

Les Bourses chinoises ont ouvert vendredi en ordre dispersé, avec une légère hausse à Hong Kong postérieure à une séance positive à Wall Street après la révision à la baisse de la croissance aux États-Unis au troisième trimestre. Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng gagnait 0,21% à 16.656,28 points vers 01H55 GMT. En Chine continentale, l'indice composite de Shanghai lâchait 0,17% à 2913,66 points et celui de Shenzhen reculait de 0,47% pour atteindre 1793,03 points.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 21 Décembre 2023					
Valeur : 25 Décembre 2023					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2395	134.2545
1	EUR	EURO		146.8983	146.9416
1	GBP	POUND STERLING		169.6871	169.7490
100	JPY	JAPANESE YEN		93.7165	93.7466
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7863	18.7889
1	CHF	SWISS FRANC		155.6580	155.6935
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.5088	100.5501
1	DKK	DANISH KRONE		19.7069	19.7120
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.2123	13.2158
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.9841	12.9909
1	AED	UAE DIRHAM		36.5496	36.5567
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7819	35.7907
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.1257	436.8842
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.2123	43.6466
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3698	13.3713
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.9020	28.0451
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5345	3.5349
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.4715	179.4715

APRÈS LA RÉVISION DU PIB AMÉRICAIN

La Bourse de Paris finit en léger repli

La Bourse de Paris a clôturé en baisse de 0,16% jeudi, à l'issue d'une séance peu agitée, le marché étant toutefois satisfait des signaux de ralentissement de l'économie américaine. L'indice vedette CAC 40 a reculé de 12,03 points à 7.571,40 points. Mercredi, la côte parisienne avait déjà connu une séance calme (+0,12%), à l'image de la semaine pour l'indice qui recule de 0,34% depuis lundi. L'attention des investisseurs s'est tournée vers la croissance du produit intérieur brut (PIB) des États-Unis au troisième trimestre qui a été révisée en baisse au troisième trimestre, passant de 5,2% en rythme annualisé à 4,9%, ce qui conforte le scénario d'une économie américaine moins allante. Or, «une croissance faible amplifie le risque de récession, et la solution pour mitiger ce risque est la baisse des taux directeurs des banques centrales», explique Edouard Faure, responsable de la gestion crédit chez Swiss Life AM France. La publication a ainsi «entraîné un peu de positivisme sur les marchés», toutefois, «après un mois et demi d'euphorie sur les marchés, les bonnes nouvelles sont reçues avec moins d'ampleur», poursuit-il. Par ailleurs, alors que les marchés anticipent depuis plusieurs semaines déjà les premières baisses des taux de

la Fed, qui voudrait voir l'inflation ramenée à 2%, les opérateurs boursiers scruteront la publication vendredi aux États-Unis de l'indice d'inflation PCE pour novembre.

Getlink en baisse

Un mouvement de grève inopiné des salariés de Getlink (-2,32% à 16,43 euros), la société gestionnaire du tunnel sous la Manche, a entraîné la fermeture de l'ouvrage dans lequel plus aucun train ne passe depuis jeudi midi, alors que les premiers départs ont déjà commencé pour les fêtes.

Actionnariat salarié : Stellantis étend son plan aux États-Unis

Stellantis (+0,02% à 21,23 euros) va étendre en 2024 son plan d'actionnariat salarié au-delà de la France et de l'Italie, notamment aux États-Unis, a annoncé sa direction jeudi. Le groupe automobile, né en 2021 de la fusion de Peugeot-Citroën (PSA) et Fiat-Chrysler (FCA), a lancé une première opération d'achat d'actions en France et en Italie au mois de

POUR DES RAISONS DE SÉCURITÉ NATIONALE

La Chine interdit l'exportation de technologies de traitement des terres rares

La Chine, premier transformateur mondial de terres rares, a interdit l'exportation de technologies permettant d'extraire et de séparer les matériaux rares, la dernière mesure prise par le pays pour protéger sa domination sur plusieurs métaux stratégiques.

Les terres rares sont un groupe de 17 métaux utilisés pour fabriquer des aimants qui transforment l'énergie en mouvement destinés aux véhicules électriques, aux éoliennes et à l'électronique. Alors que les pays occidentaux tentent de lancer leurs propres opérations de traitement des terres rares, l'interdiction devrait avoir le plus grand impact sur les « terres rares lourdes », utilisées dans les moteurs électriques, les dispositifs médicaux et les armes, sur lesquels la Chine détient un quasi-monopole. "Cela devrait être un signal clair selon lequel la dépendance à l'égard de la Chine, dans quelque partie que ce soit de la chaîne de valeur, n'est pas durable", a déclaré Nathan Picarsic, co-fondateur du cabinet de conseil géopolitique Horizon Advisory. Le ministère chinois du Commerce a fait un sondage public en décembre dernier sur la possibilité d'ajouter cette technologie à son

"Catalogue des technologies interdites et restreintes à l'exportation". Il a également interdit l'exportation de technologies de production de métaux et d'alliages de terres rares, ainsi que des technologies permettant de préparer certains aimants de terres rares. Les objectifs déclarés du catalogue incluent la protection de la sécurité nationale et de l'intérêt public. La Chine a considérablement renforcé les règles régissant les exportations de plusieurs minerais cette année, dans le cadre d'une bataille avec l'Occident pour le contrôle de minerais critiques. Elle a introduit des permis d'exportation pour le gallium et le germanium, matériaux destinés à la fabrication de copeaux, en août, suivis par des exigences similaires pour plusieurs types de graphite depuis le première décembre. "La Chine est déterminée à maintenir sa domination du marché", a déclaré Don Swartz,

PDG d'American Rare Earths qui développe une mine et une installation de traitement de terres rares dans le Wyoming.

LES LUTTES À L'OUEST

La décision de protéger sa technologie des terres rares intervient alors que l'Europe et les États-Unis s'efforcent de se séparer des terres rares de Chine, qui représentent près de 90 % de la production mondiale raffinée. La Chine maîtrise le processus d'extraction par solvant pour raffiner les minéraux stratégiques, que MP Materials et d'autres sociétés occidentales de terres rares ont eu du mal à développer en raison de complexités techniques et de problèmes de pollution. Les actions de MP, qui a lentement commencé à augmenter le traitement des terres rares en Californie, ont bondi de plus de 10 % après la décision de la Chine.

ETATS-UNIS

Records de passagers attendus pour les fêtes de fin d'année

Après le fiasco de l'année dernière dans les aéroports américains, les compagnies se disent prêtes à assurer les voyages de fin d'année des millions de passagers attendus. Les aéroports américains seront très fréquentés ce weekend: les compagnies aériennes prévoient un nombre record de passagers et de vols. Elles affirment avoir renforcé leurs dispositifs, afin d'éviter de nouvelles perturbations comme celles de fin 2022 causées par une vague de froid. Le régulateur américain de l'aviation (FAA) prévoit plus de 267.000 vols entre les 20 et 26 décembre, avec un pic jeudi (près de 49.000 vols) Southwest Airlines va être particulièrement observée après le fiasco de l'année précédente, marquée par l'annulation de 60% de ses liaisons en raison de problèmes logistiques. Un chaos qui lui a valu une amende

de 140 millions de dollars, annoncée lundi par le ministère des Transports. C'est trente fois plus que toute amende jamais imposée par le ministère, a-t-il relevé.

Pas de blizzard attendu cette année

Une vague de froid extrême avait enveloppé les Etats-Unis fin décembre 2022, accompagnée d'importantes chutes de neige, semant le chaos dans les transports routiers comme aériens. Des milliers de vols avaient été annulés. Le service météo national (NWS) prévoit cette année un weekend de Noël plutôt calme dans la quasi-totalité du pays, malgré des orages et des précipitations localisées samedi et dimanche "Southwest a réalisé de nombreux investissements en matière d'infrastructures et d'efficacité pour mieux accompagner nos clients, nos employés et nos opérations lors

d'événements climatiques hivernaux extrêmes", a assuré la compagnie jeudi, citant notamment l'achat de radiateurs puissants et de camions de dégivrage des avions, ainsi que davantage de zones de dégivrage. Elle dit avoir recruté des milliers de personnes en 2023 et formé davantage d'employés au dégivrage. Sans donner de prévisions spécifiques pour les fêtes, la compagnie a répété ses attentes formulées mi-décembre d'un nombre de passagers record au quatrième trimestre. United Airlines et American Airlines s'attendent également à transporter un nombre inédit de passagers pendant la saison festive (21 décembre au 8 janvier), respectivement environ 9 millions (+12% sur un an) et près de 12,7 millions à bord de plus de 110.000 vols.

JAPON

Net ralentissement de l'inflation en novembre, au plus bas depuis juillet 2022

L'inflation au Japon a fortement décéléré en novembre, revenant à son plus bas niveau depuis juillet 2022, grâce notamment à une décrue des prix du gaz et de l'électricité, selon des données officielles publiées vendredi. La hausse des prix à la consommation le mois dernier a atteint 2,5% sur un an hors produits frais, contre 2,9% en octobre. Un ralentissement de cette ampleur avait été anticipé par le consensus d'économistes de l'agence Bloomberg. Et cela va dans le sens de la Banque du Japon (BoJ), qui s'attend à ce que l'inflation faiblisse désormais régulièrement dans l'archipel. La BoJ a

maintenu mardi sa politique monétaire ultra-accommodante, continuant de penser que son objectif d'une inflation stable à 2% n'est pas encore en vue pour l'heure. Car la hausse des prix au Japon est essentiellement tirée par les coûts importés et non par la demande intérieure, faute d'être accompagnée par une croissance suffisamment robuste de l'économie et des salaires pour l'instant. En excluant également l'énergie en plus des produits frais, l'inflation a ralenti à 3,8% en novembre contre 4% en octobre, un plus bas depuis mars de cette année. L'inflation japonaise a nettement faibli le mois dernier en

raison d'un effet de base important sur un an, «comme les prix des produits alimentaires (transformés, NDLR) avaient bondi un an plus tôt», a souligné vendredi auprès de l'AFP Yoshiki Shinke, chef économiste de l'institut de recherche de l'assureur nippon Dai-ichi Life. «La même chose peut être dite concernant les prix de l'électricité et du gaz», a-t-il ajouté. En revanche, l'appréciation du yen par rapport au dollar depuis mi-novembre «n'a eu qu'un impact limité» sur le ralentissement de l'inflation le mois dernier, selon Yoshiki Shinke. Mais cela pourrait y contribuer davantage «dans les mois à venir» si cette ten-

dance de change, qui fait baisser mécaniquement les prix des importations japonaises, persistait, a précisé cet économiste. Après avoir chuté depuis l'an dernier en raison du grand écart grandissant entre les politiques monétaires américaine et japonaise, le yen profite depuis quelques semaines de la perspective d'une Réserve fédérale américaine (Fed) plus commode en 2024 et des attentes en parallèle d'une normalisation de la politique de la BoJ, même si ce processus s'annonce extrêmement graduel.

ATTAQUES EN MER ROUGE Ikea redoute des retards de livraison

Le géant suédois du meuble, Ikea, prévoit de possibles retards de livraison de certains produits ou leur absence dans les rayons. Une conséquence des attaques qui se répètent en mer Rouge sur des navires porte-conteneurs. Ikea touché par la crise en mer Rouge. Le géant suédois du meuble prévoit de possibles retards de livraison de certains produits, ou leur absence, dans les semaines à venir. La conséquence des attaques menées contre des navires dans la région. Si le groupe ne possède pas de navires porte-conteneurs, la récente vague d'attaques menées par les Houthis - en riposte aux bombardements israéliens sur la bande de Gaza - menace de perturber les flux dont il dépend. Les principales firmes de transport maritime ont en effet interrompu le passage par le détroit de Bab el-Mandeb. Elles ont réorienté leurs navires autour de la pointe sud de l'Afrique, occasionnant un voyage beaucoup plus long. "La situation dans le canal de Suez va entraîner des retards et pourrait entraîner des contraintes de disponibilité pour certains produits Ikea", écrit le groupe suédois. "Nous sommes en dialogue étroit avec nos partenaires de transport afin de garantir la sécurité des personnes travaillant dans la chaîne logistique d'Ikea", ajoute le groupe. Avant de préciser : "Nous évaluons d'autres options d'approvisionnement pour garantir la disponibilité de nos produits et nous continuons à suivre la situation de près".

ROYAUME-UNI L'économie s'est contractée de 0,1% au troisième trimestre

Le produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni s'est très légèrement contracté au troisième trimestre et est resté inchangé au second trimestre, selon des estimations officielles révisées, publiées vendredi, qui donnent une image plus sombre qu'attendue de l'économie britannique. Le PIB a reculé de 0,1% entre juillet et septembre, alors qu'une première estimation le donnait inchangé, a indiqué l'Office national des statistiques (ONS). Au deuxième trimestre, l'ONS enregistre désormais une économie sans croissance, contre une première estimation d'une activité en hausse de 0,2%.

PNEUS QUI DURENT 500 000 KM, BIODIESEL ET MATÉRIAUX RECYCLÉS

Le "Zero Diesel" de Prio, sans aucun produit fossile

Non, l'électrification n'est pas le seul moyen de changer un peu le destin de l'automobile. D'autres développements sont à l'étude ou déjà sur le marché. Mais sont-ils réellement efficaces ?

Aucune de ces entreprises ne sont des philanthropes, mais la réglementation et la neutralité carbone à l'horizon 2050 en Europe va les obliger quoi qu'il arrive à faire des efforts dans tous les domaines pour réduire l'impact de leur activité et de leurs produits. Distributeurs de carburant, fabricants de pneus et même équipementiers doivent donc redoubler d'inventivité pour répondre aux nouveaux enjeux. Mais il n'y a désormais plus un jour sans une annonce grandiloquente sur une nouvelle technologie révolutionnaire, un carburant inédit ou un matériaux qui va tout bouleverser. Difficile d'y voir clair... Nous avons donc sélectionné trois domaines dans lesquels les industriels s'activent pour faire progresser la mobilité dans le bon sens. Même si la balance bénéfices/impact n'est pas nécessairement prouvée sur l'ensemble du cycle de vie.

Les pneus "inusables"
Ils s'appellent The One ou encore Eagle Go et sont produits par Nokian et Goodyear. Vous l'aurez deviné, nous parlons bien de gommes pour vos véhicules. Les premières sont déjà commercialisées dans une gamme de pneus toute saison et hiver à l'usure garantie jusqu'à 130 000 km. Un pneumatique "certifié anti nids de poules" qui se compose de flancs en fibres d'aramide plus résistants qu'une monte traditionnelle. Nokian est tellement sûr de son coup que le "One" est assorti d'une garantie d'usure de 130 000 km. Même si, évidemment, le fabricant limitera les prises en charge selon cer-



tains critères... Pour Eagle Go, Goodyear est allé encore plus loin. L'idée est de fabriquer un pneu capable de durer un demi million de kilomètres. Comment ? En ayant une bande de roulement "interchangeable" et pouvant être renouvelée deux fois dans le cours de sa vie. La carcasse est rigide et durable et l'on change ainsi uniquement la gomme, qui se compose de matières telles que l'huile de tournesol, le silice de cendre d'écorce de riz ou encore le caoutchouc naturel. Et ce pneu, vous l'avez déjà vu puisqu'il équipe le concept-car Citroën Oli. Mais il n'est pas encore commercialisé et ne devrait pas l'être avant 2027.

Le carburant "zéro diesel"
Certains l'appellent HVO 100 (Hydro-treated Vegetable Oil), d'autres carrément "Zero Diesel". C'est le cas du fournisseur d'énergies portugais Prio qui a officiellement ouvert ses premières pompes de Zero Diesel, un carburant "100 % renouvelable" explique l'énergéticien qui est un des 3 plus grands producteurs de diesel issu des cultures et déchets biologiques en Europe. Le gain de CO2 face à un diesel fossile serait de l'ordre de 86 % selon Prio, mais là encore, quid de la pression sur les terres cultivées de façon intensives ? L'entreprise portugaise assure se tourner de plus en plus vers

les huiles de cuisson pour produire son biocarburant, et étudie même d'autres alternatives comme les eaux usées ou encore les déchets forestiers. Ces biodiesel sont pour l'heure réservés aux véhicules lourds, qui disposent notamment de capteurs permettant de s'assurer que ces camions roulent bien au carburant propre, et pas au gazole classique. L'ouverture aux véhicules particuliers est à l'étude, mais les volumes produits sont-ils suffisants ? La biomasse peut-elle alimenter nos réservoirs en plus de nos assiettes ?

Un intérieur "vegan", recyclé et biologique ?
Les constructeurs ont désormais des

demandes particulières auprès des fournisseurs et équipementiers : des matériaux capables de rendre les intérieurs plus propres, et éventuellement plus faciles à recycler. A l'heure actuelle, la quasi totalité des surfaces que vous pouvez toucher dans votre véhicule sont constituées de dérivés du pétrole, et plus particulièrement de polyéthylène, la base de nombreux plastiques et matières souples. Pour réduire le poids carbone de ces accastillages, les constructeurs se tournent vers des biomatériaux comme la fibre de chanvre, hyper résistante sur sa longueur. Tressée puis intégrée aux habitacles, elle fait l'illusion. Et cela ne date pas d'hier : en 2014 au Mondial de l'Auto, Renault dévoilait déjà l'Eolab, un concept démonstrateur de "la platurgie à contenu bio-sourcé". Et cocorico, c'est une entreprise dijonnaise (AMP) qui est à l'origine de cette évolution ayant débouché notamment sur les panneaux de portes de l'ancienne Peugeot 308 sentant bon le chanvre. Mais les termes peuvent être trompeurs : les plastiques et tissus ne sont pas 100 % chanvre, la matière organique étant en réalité mélangée à du plastique qui constitue encore près de 80 % du produit final. Le chanvre renforce ainsi le polymère, mais n'est pas le principal ingrédient. Et puis, là encore se pose la problématique de la disponibilité de la biomasse pour produire assez de chanvre, blé, maïs ou encore betterave pour produire planches de bord, garnitures de portes et sièges.

TESTS DE COLLISION FALSIFIÉS

C'EST LA CRISE CHEZ DAIHATSU

La filiale de Toyota est pris dans un borbier de falsification de tests de sécurité. Daihatsu a pris la décision de stopper toutes les livraisons de véhicules en attendant de faire la lumière. Les ventes européennes ne sont pas concernées.

Dix années que cela dure. Les falsifications de tests de sécurité (et notamment des tests de collision) sur certains véhicules du groupe Toyota ont débouché à un audit interne commandé par Daihatsu, la filiale de Toyota (4 % des ventes du groupe) concernée par le scandale. Le résultat a été communiqué hier lors d'une conférence de presse : 174 irrégularités constatées (les plus anciennes remontent à la fin des années 80), 64 modèles touchés et des problèmes importants de sécurité passive sur les véhicules. Le souci porterait sur les boîtiers de contrôle des airbags : ceux utilisés pendant les crash-tests diffèrent de ceux installés sur les véhicules vendus au public. Les premiers répondraient aux standards de sécurité, mais pas les seconds. Un second coup dur pour le groupe Toyota après les aveux de falsification des tests d'émissions polluantes de la filiale camions Hino Motors.

Le management "toxique" chez Daihatsu a été pointé du doigt par la direction de Toyota qui a pris la mesure de l'ampleur du problème : des dizaines de véhicules sont désormais suspendus, principalement au Japon et en Asie du Sud Est. Mentionnons par exemple le Daihatsu Rocky, et son équivalent "Toyota" le Raize.

Précisions qu'à l'heure actuelle, aucun modèle vendu en France ou en Europe n'est concerné par ces problèmes puisque ce sont surtout les dérivés des Daihatsu qui sont suspendus.

Mazda et Subaru aussi

Daihatsu est pris dans la tourmente alors que la marque détient la plus grosse part de marché des "kei cars" au Japon. "La pression extrême due à un calendrier de développement excessivement serré et rigide" a été pointée du doigt par la société à l'origine de l'audit. De son côté, Toyota présente ses excuses à ses clients. Le groupe est en train de vérifier que les véhicules déjà en circulation sont assez sûrs pour les clients, sans donner plus de détails.

Gageons qu'en cas de problème majeur, les propriétaires seront enjointés à laisser leur véhicule au garage. Il y aurait alors un probable dédommagement, même si nous ne sommes qu'au début de cette vaste affaire qui rappellerait presque les conditions du dieselgate chez Volkswagen, avec une pression forte sur les équipes d'ingénieur et un refus catégorique de l'échec.

Toyota précise aujourd'hui qu'il soutiendra "pleinement la renaissance de Daihatsu". Mais la filiale n'est pas la seule touchée : certains modèles Subaru et Mazda construits par le groupe Toyota et plus particulièrement Daihatsu sont également concernés.

BENTLEY

Bientôt un utilitaire ?

Ce n'est pas encore pour tout de suite, mais le chemin vers la décarbonisation n'épargne aucun aspect de l'activité industrielle, y compris la petite logistique et les services essentiels. C'est pourquoi les entreprises électrifient progressivement leurs flottes de véhicules destinés aux opérations internes, y compris les services de santé. Bentley, qui gère l'ensemble de ses activités dans la région de Crewe, a intégré deux véhicules électriques à sa flotte, dont un ID. Buzz Cargo, pour son service d'intervention médicale rapide, le First Response Team.

Urgence à zéro émission

Les deux modèles choisis par Bentley, rappelons le, appartiennent au groupe Volkswagen et sont issus de la famille ID. : un fourgon ID. Buzz Cargo et une compacte ID.3. Ils ne risquent pas de rencontrer des problèmes d'autonomie, car le complexe de Crewe dispose de plus de 100 points de recharge alimentés par un parc solaire composé de



36 000 panneaux. Ces deux Volkswagen contribueront à réduire les émissions de Bentley, ajouter à cela l'élimination de la pollution sonore. Cette décision s'inscrit globalement et à son échelle à la stratégie Beyond100, où Bentley a fixé ses objectifs de durabilité.

Les véhicules utilisés précédemment pour ce type de service consommaient annuellement plus de 1 200 litres de carburant. Ils sont remplacés aujourd'hui par de l'énergie électrique durable et autoproduite, donc avec un cycle entier sans carbone.

Des véhicules plus adaptés à l'usage de Bentley

La conduite électrique

offre également l'avantage d'un meilleur confort pour le conducteur, surtout compte tenu du fait que dans de nombreuses zones à l'intérieur du complexe de Crewe, la limite de vitesse imposée par les normes de sécurité est de 10 mph, soit 16 km/h. Cela peut créer des problèmes à long terme pour les véhicules diesel équipés de filtres à particules.

Les deux véhicules ont été personnalisés à l'occasion. L'ID. Buzz Cargo a la partie inférieure de sa carrosserie peinte en rouge pour s'harmoniser avec l'ID.3. Les véhicules sont également équipés de graphiques reprenant le célèbre logo ailé de Bentley, ainsi que le numéro d'urgence du site, des sirènes et une barre lumineuse.

L'ID. Buzz star du groupe Volkswagen

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'une marque haut de gamme du groupe Volkswagen s'approprie l'utilitaire électrique de la firme allemande. La branche néerlandaise de Porsche s'est dotée de plusieurs ID. Buzz parés d'une livrée évoquant les Combi utilisés par le constructeur entre les années 1950 et 1970. Ceux-ci servaient de véhicules de transport et d'assistance en compétition. Porsche s'est même inspiré du Combi et de l'ID. Buzz pour l'un de ses concept-cars. En 2020, la firme de Stuttgart avait levé le voile sur le concept Vision Renn-dienst conçu en 2018, un fourgon à six places qui n'aura jamais le droit à sa version de série, mais qui fait joliment écho aux versions du Volkswagen Transporter Renn-dienst (pour assistance de course) utilisées par Porsche au XXème siècle. Ces fourgons étaient utilisés pour transporter du matériel et des combinaisons, pour emmener les pilotes, des pick-ups et pour déplacer les voitures de course.

DATA STORE ET SERVERLESS

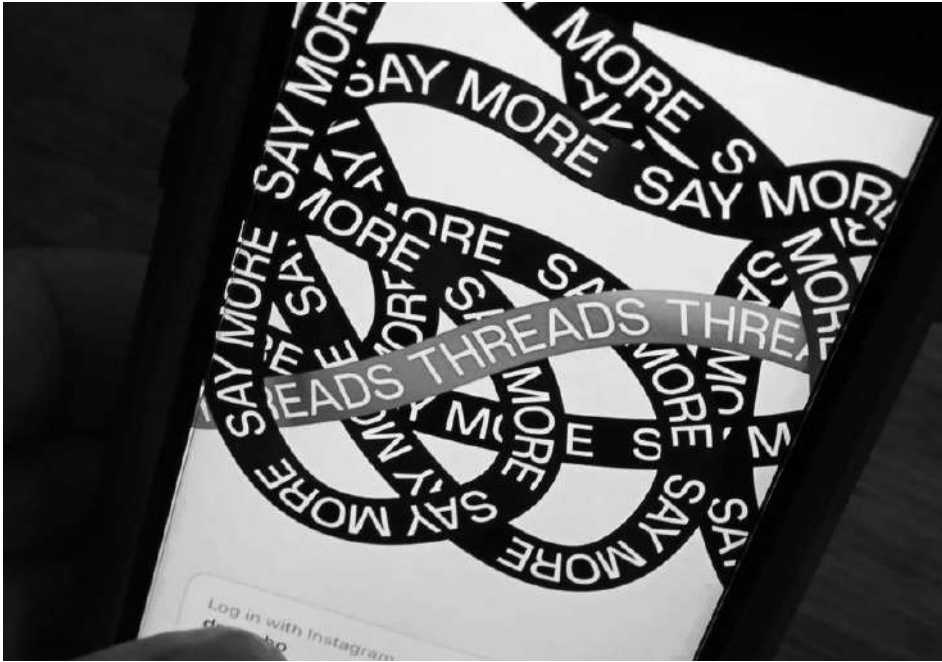
Les dessous IT de Threads de Meta

Pour tenter de concurrencer X, Meta a lancé Threads le 5 juillet dernier. Son réseau social de partage de news et de discussions a rencontré un succès certain avec 100 millions d'inscriptions au cours des cinq premiers jours. En coulisses, de gros travaux ont été nécessaires, en particulier en termes de data store et d'infrastructure serverless.

Meta indique qu'une « petite équipe » d'ingénieurs a suffi pour concevoir son réseau social Threads, en seulement cinq mois de travail. Sans donner encore trop de détails sur toutes les piles techniques qui ont été nécessaires pour sortir de terre ce concurrent de X, la maison mère de Facebook a cependant levé le voile sur deux piliers de son infrastructure, à savoir son data store ZippyDB ainsi que sa plateforme serverless Async.

ZippyDB est plus précisément une base de données clé/valeur distribuée fonctionnant comme un service entièrement managé sur lequel les ingénieurs peuvent s'appuyer, a expliqué Meta. Elle est conçue dès le départ pour tirer parti de son infrastructure et les espaces-clés qui y sont hébergés peuvent être augmentés ou réduits avec une relative facilité et placés de manière flexible dans n'importe quel nombre de datacenters selon le groupe. « TAO, soutenu par MySQL, est utilisé pour le stockage de notre graphe social - vous pouvez donc trouver les messages et les réponses de Threads directement dans cette pile. ZippyDB est notre contrepartie clé/valeur de MySQL, la partie relationnelle de notre pile de données en ligne, et est utilisé pour les compteurs, le classement/état des flux, et la recherche », explique Meta.

La vitesse à laquelle Meta fait évoluer la capacité d'un espace-clé est rendue possible par deux caractéristiques : tout d'abord, le service fonctionne sur un pool commun de matériel et est intégré dans le framework de gestion capacitaire du groupe. « Dès qu'une nouvelle capacité est allouée au service, les machines sont automatiquement ajoutées au pool du service et l'équilibreur de charge intervient pour déplacer les données vers les nouvelles machines », indique le fournisseur. « Nous pouvons absorber des milliers de nouvelles machines en l'espace de quelques heures une fois qu'elles sont ajoutées au service ». Cela n'est toutefois pas suffisant car le temps pour approuver la capacité, éventuellement la drainer à d'autres services et l'ajouter à ZippyDB, peut encore nécessiter quelques jours. « Nous devons également être en mesure d'absorber une



surcharge dans un délai plus court », prévient Meta.

Pour que cette absorption soit immédiate, Meta s'appuie sur une architecture de service multi-tenant ayant de fortes caractéristiques d'isolation. « Cela permet à différents espaces-clés, dont les demandes de charge sont potentiellement complémentaires, de partager les hôtes sous-jacents, sans craindre que leur niveau de service ne soit affecté lorsque d'autres charges de travail tournent à plein régime », poursuit Meta. « Le pool d'hôtes dispose également d'une marge de manœuvre due à la capacité inutilisée des espaces clés individuels, ainsi que de tampons permettant de gérer les événements de reprise après sinistre. Nous pouvons actionner des leviers qui déplacent les allocations inutilisées entre les espaces-clés - en puisant dans les capacités inutilisées existantes et en laissant les hôtes fonctionner à un niveau d'utilisation plus élevé pour permettre à un espace-clé de monter en puissance presque immédiatement et de le maintenir sur un court intervalle (quelques jours). Il s'agit là de simples changements de configuration pour lesquels des outils et des automatisations ont été mis en place, car ils sont relativement routiniers pour les opéra-

tions quotidiennes ». Résultat : le service peut évoluer de manière plus ou moins transparente, même face à une nouvelle demande soudaine et importante.

Async pour exécuter des workloads à l'échelle

Le deuxième pilier de l'infrastructure du réseau social de news et de discussions de Meta est Async. Également connu sous le nom de XFaaS, il s'agit d'une plateforme serverless capable de reporter le calcul aux heures creuses, donnant la possibilité aux ingénieurs de Meta de réduire leur temps entre la conception de la solution et le déploiement en production. « Async traite actuellement des milliards d'appels de fonctions par jour sur plus de 100 000 serveurs et peut prendre en charge plusieurs langages de programmation, notamment HackLang, Python, Haskell et Erlang », fait savoir Meta.

La plateforme fait ainsi abstraction des détails du déploiement, de la mise en file d'attente, de la planification, de la mise à l'échelle, de la reprise après sinistre et de la préparation, de sorte que les développeurs peuvent décharger Async du reste des tâches lourdes. En intégrant leur code dans cette plateforme, ils héri-

tent automatiquement des attributs hyperscale. L'évolutivité n'est pas la seule caractéristique clé d'Async. Le code télé-chargé sur la plateforme hérite également de garanties d'exécution avec des tentatives configurables, des délais de livraison, des limites de taux et des responsabilités en matière de capacité.

D'après Meta, les workloads généralement exécutées sur Async sont ceux qui ne nécessitent pas de bloquer l'expérience d'un utilisateur actif avec un produit et peuvent être exécutées entre quelques secondes et plusieurs heures après l'action d'un utilisateur. « Async a joué un rôle essentiel en offrant aux utilisateurs la possibilité de créer rapidement une communauté en choisissant de suivre sur Threads des personnes qu'ils suivent déjà sur Instagram », poursuit l'entreprise. « Plus précisément, lorsqu'un nouvel utilisateur rejoint Threads et choisit de suivre les mêmes personnes que celles qu'il suit sur Instagram, l'opération coûteuse en termes de calcul consistant à exécuter la demande de l'utilisateur de suivre le même graphe social dans Threads est effectuée via Async de manière évolutive, ce qui évite de bloquer ou d'avoir un impact négatif sur l'expérience d'accueil de l'utilisateur ».

Alors que le volume des tâches Async générées par l'intégration rapide des utilisateurs de Threads était de plusieurs ordres de grandeur supérieur à nos attentes initiales, Async a été en capacité d'absorber la charge accrue et la mettre en file d'attente pour une exécution contrôlée. Plus précisément, l'exécution a été gérée dans des limites de taux, ce qui a permis d'envoyer des notifications et de permettre aux utilisateurs d'établir des connexions en temps voulu sans surcharger les services en aval qui reçoivent le trafic de ces travaux Async. « Async a automatiquement ajusté le flux d'exécution en fonction de sa capacité et de celle des services dépendants, tels que la base de données de graphes sociaux, le tout sans intervention manuelle de la part des ingénieurs Threads ou des ingénieurs d'infrastructure », raconte Meta.

BITDEFENDER TOTAL SECURITY

Surveillez vos données avec Digital Identity Protection

Comme la plupart des principaux éditeurs de logiciels antivirus, Bitdefender a développé son propre service de protection de l'identité baptisé Digital Identity Protection. Accessible via la plateforme de gestion en ligne Bitdefender Central, il se distingue par une interface graphique et une ergonomie remarquable. Bitdefender Digital Identity Protection est disponible via un abonnement séparé ou intégré dans la version haut de gamme Bitdefender Premium Security Plus de l'éditeur. Contrairement à d'autres services concurrents, il n'est pas disponible sous la forme d'un logiciel dédié, mais d'un service en ligne accessible via le fameux portail Bitdefender Central. Il permet de surveiller les fuites de données personnelles sur le dark web et de prendre les mesures nécessaires en cas de détection. À l'heure où les actes de cybercriminalité se multiplient, les protections d'identité en ligne deviennent des outils de plus en plus indispensables. C'est

l'un des points sur lesquels les suites de sécurité se distinguent des antivirus gratuits.

Bitdefender Digital Identity Protection : comment utiliser le service ?

Une fois que vous souscrivez un abonnement à Bitdefender Digital Identity Protection, vous devez créer gratuitement ou ouvrir votre compte Bitdefender Central. Selon votre formule d'abonnement, vous devez ensuite activer le service en cliquant sur le bouton « Activer » dans le menu « Digital Identity Protection » ou saisir le code d'activation composé de 10 caractères fournis lors de votre achat.

Une fois votre abonnement activé, cliquez sur l'onglet Digital Identity Protection, puis sur le lien « Surveillance des données » en haut à droite de l'écran. Dans le menu qui s'ouvre, vous pouvez ajouter une ou plusieurs adresses email (jusqu'à 10) en cli-

quant sur « Ajouter une adresse e-mail » et en saisissant votre adresse. Vous pouvez également indiquer votre nom et prénom, ainsi que des numéros de téléphone (jusqu'à 5) en sélectionnant le bouton « Ajouter un numéro de téléphone ».

Bitdefender Digital Identity Protection : mode de fonctionnement

Une fois les informations à surveiller ajoutées via l'onglet « Surveillance des données », Bitdefender surveille à la fois le web public, et le dark web 24h/24 et 7j/7. Lorsqu'il détecte des violations de données ou des tentatives d'usurpation d'identité, il affiche les alertes sur le tableau de bord du service, et vous envoie un rapport hebdomadaire par email avec les détails sur la fuite de données et des conseils sur les mesures à prendre. L'interface de Digital Identity Protection permet de visualiser les fuites de données, d'où elles proviennent,

ainsi que les dates auxquelles elles ont eu lieu. Le service indique également le niveau de la menace dans l'onglet « Tableau de bord ».

L'onglet « Usurpations d'identité » offre la possibilité de recevoir en plus une alerte par email en cas de tentative d'usurpation d'identité sur un réseau social. En cliquant sur le menu « Courtiers en données », vous pouvez également vérifier si vos données personnelles sont en vente chez des revendeurs. Comme son nom l'indique, l'onglet « Historique des événements » affiche une liste chronologique des événements relatifs à la surveillance de votre identité numérique. Sans être intrusif, le service de protection de l'identité de Bitdefender permet de surveiller en permanence les violations de données.

Mots fléchés

Mesure du débit d'eau		Est capable		Résines		Démineur		Hôpital de région		Villa italienne		Périodes sombres	
Grands magasins		Mal voyant				Capone intime		Oiseau plongeur				Lisières de bois	
Épais				Nez						Pronom			
Céder				Estocs						Les siens			
						Pour la Guinée			Est utile				
									Charognard				
Problème			Jouet de bébé								Suis le docteur		
Opaques			Déchet organique								Aiguillonner		
						Résidence présidentielle							Caboche
						Salaire							
Fleuve des Landes					Mouvement de foule					Interjection			
Certifier					Cylindrique					S'exclama (s')			
								Sortie des eaux				Précède le séchage	
								Roule sur le tapis					
Brame				Clé musicale			Acte de ministre						
Rapport de cercle							Dérision						
		Neptunium du chimiste	Syndicat français	Fromage					Reine des fleurs				
				Grave offense									
Enterrer								Ténus					Politique angolais
								Calcaire crayeux					
Fleuve de Sibérie	Enfant de Montmartre								Jeune équidé				
	Enduit								Tristes initiales				
		Cochon sauvage	Massif allemand							Tas de siècles			
			État Major										
Ouvrent les banquets										Petit à l'opéra			
										Anneau de cavalier			
Séparée									État américain		Signe de départ		
Sommet											Île de France		
			Matière scolaire				Différent						Liquide pour vaisseaux
			Courroie				Trou normand						
Rangé					Sans parti pris							Boisson alcoolisée	
Génitrice					Rappel								
				Dit au copain		Sélénium		Il va piano			Se déplace		
								Résultat commercial			Troisième degré		
Huilées							Sentier						
Débuté une liste													
		Cri de victoire							Arène				

Le pétrole à plus de 80 dollars

Les cours de pétrole ont repris leur hausse vendredi matin sur les marchés mondiaux dépassant la barre des 80 dollars. Vers 10h 30, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février prenait 1,16% à 80,31 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en janvier gagnait 1,30% à 74,85 dollars.



CONVOCATION DU
PARLEMENT EN SES DEUX
CHAMBRES RÉUNIES
Publication du décret
présidentiel

Le décret présidentiel numéro 23-462 du 19 décembre 2023 portant convocation, lundi prochain, du Parlement en ses deux chambres réunies a été publié dans le dernier numéro du Journal officiel. Le décret stipule que le Parlement est convoqué, en ses deux chambres réunies, le 25 décembre 2023, ajoutant que l'ordre du jour de la session extraordinaire comporte l'ouverture de la session et le discours du Président de la République. La session du Parlement, objet de convocation, est clôturée après épuisement de l'ordre du jour précité, énonce la même source.

AGRICULTURE/FIÈVRE
APHTEUSE

Lancement d'une
vaste campagne de
vaccination

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a annoncé, jeudi dans un communiqué, le lancement d'une campagne nationale de vaccination contre la fièvre aphteuse, à titre préventif, suite à la confirmation de cas de cette maladie animale dans certaines wilayas du pays. « Suite à la confirmation de cas de fièvre aphteuse dans certaines wilayas du pays, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural lance, à titre préventif, une large campagne de vaccination au niveau national, et ce, afin d'anticiper sur la propagation de cette maladie », explique le document, repris par l'agence officielle APS. Le ministère a, dans ce sens, affirmé que « toutes les mesures sont prises pour effectuer l'opération de vaccination dans les délais les plus courts, notamment, à travers la mobilisation des services vétérinaires au niveau du territoire national ». À ce titre, « les agriculteurs et les éleveurs sont sollicités à faciliter cette importante opération visant à protéger le cheptel national », lit-on dans le communiqué. Le ministère a rappelé qu'après avoir observé des signes évocateurs de cette maladie, « les autorités locales, en coordination avec les services vétérinaires, ont procédé à la fermeture de certains marchés à bestiaux dans quelques wilayas ». Il a, par ailleurs, précisé que la fièvre aphteuse est « une maladie virale hautement contagieuse qui touche le bétail (les bovins, les ovins, les caprins et d'autres artiodactyles), et non transmissible à l'homme ».

HYDROCARBURES

Sonatrach célèbre le 60^e anniversaire
de sa création

Le Groupe "Sonatrach" a célébré, jeudi soir à Alger, le 60e anniversaire de sa création, étant une halte importante dans l'histoire du Groupe et de l'industrie pétrolière en Algérie, a indiqué un communiqué du groupe. La cérémonie de célébration a été organisée au Centre international des conférences (CIC), en présence de nombre de ministres et de représentants d'institutions de l'Etat, du corps diplomatique et d'entreprises publiques et privées, outre des responsables des médias nationaux, précise le communiqué. Cette rencontre qui s'est déroulée « dans une atmosphère de convivialité et de fierté », a été une occasion pour se remémorer la création de la plus ancienne des entreprises économiques en Algérie après l'indépendance. « Sonatrach voulait à travers cette cérémonie partager la joie de la célébration de ce 60e anniversaire, étant une halte importante dans l'histoire de la compagnie et une fierté pour l'industrie pétrolière en Algérie », souligne la même source. A cette occasion, le Président directeur général (P-dg) de Sonatrach, Rachid Hachichi, a souligné « l'attachement constant du groupe à ses engagements nationaux et sociaux, pendant 60 ans d'existence, en tant qu'entreprise publique au service du développement durable du pays ».

Depuis sa création le 31 décembre 1963, souligne, Rachid Hachichi, P-dg de Sonatrach, la compagnie a effectué « un parcours exceptionnel à plus d'un titre », notant que parmi les objectifs de la naissance de Sonatrach figure le soutien à la croissance et parvenir à l'indépendance énergétique du pays. Les années passaient. Le 24 février 1971, l'Algérie a décidé de nationaliser ses hydrocarbures. Une décision qui a permis à Sonatrach un « développement rapide et impressionnant » et la propulsait à un « véritable moteur de développement durable dans ses différentes dimensions, ce qui lui a permis d'atteindre un statut d'une des grandes sociétés pétrolières et gazières, en Afrique et dans le monde ». En effet, Sonatrach a travaillé avec une grande détermination, durant soixante ans d'innovation et de développement pour répondre aux besoins du pays en diverses ressources énergétiques et a contribué de manière significative en consolidant ses capacités à l'export, et accroître ses parts dans le marché international, mais également à fournir les sources de financement nécessaires aux projets de développement économique et social ». Cette période a été marquée par « une croissance constante de la production pétrolière

de l'entreprise, l'élargissement significatif de son portefeuille d'investissement pour inclure toute la chaîne de valeur ». Aujourd'hui, Sonatrach, affirme son P-dg, est « actuellement chargé de construire 05 principales stations de dessalement de l'eau de mer, dans le cadre du plan d'urgence pour le dessalement de l'eau de mer afin d'assurer la sécurité de l'eau. D'autres efforts ont touché à la préservation de l'environnement et du développement des énergies renouvelables, grâce à des investissements durables et des technologies propres, et l'engagement de réduire ses gaz torchés à un taux inférieur de 1%. Toutefois, assure M. Hachichi, « si les résultats obtenus nous incitent à envisager l'avenir avec confiance et optimisme, la réalité du chemin n'est pas exempte de défis ».

Synthèse R E/Agence

OPEP
L'Angola annonce
sa sortie

Le ministre angolais des Ressources minérales, Pétrole et Gaz, Diamantino de Azevedo, a annoncé jeudi la sortie de l'Angola de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). La décision a été prise lors d'une réunion du Conseil des ministres, présidée par le président angolais, Joao Lourenço, a rapporté l'agence de presse officielle Angop. Cette décision « dûment réfléchie » a été transformée ce jeudi en décret-loi, signé par le président Lourenço. L'Angola a volontairement rejoint l'Organisation des pays exportateurs de pétrole en 2007. L'OPEP regroupe désormais 12 pays: l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Irak, les Emirats arabes unies, le Venezuela le Nigeria, le Koweït, la Libye, le Congo, la Guinée équatoriale et le Gabon.

LAGHOUAT

Saisie de produits destinés à la contrebande

Des produits de diverses natures destinés à la contrebande ont été saisis par la brigade polyvalente des Douanes de la wilaya d'El-Bayadh, relevant de l'inspection divisionnaire des douanes de Laghouat, a-t-on appris mercredi de la direction régionale des douanes de Laghouat. La première opération menée dans la wilaya d'El-Bayadh a

permis de mettre la main, lors d'un barrage, sur un lot de 1.868 téléphones portables, 1036.256 unités de divers produits cosmétiques, dissimulés soigneusement dans des caisses aménagés et camouflés dans 1.600 articles d'ustensiles en plastique, a expliqué le chargé de la communication à la direction régionale des douanes, Djilali

Mehaylia. De même, la brigade polyvalente des douanes de l'inspection divisionnaire de la wilaya de Djelfa, relevant de la direction régionale des douanes de Laghouat, a intercepté, lors d'un barrage, d'une quantité de 36.000 sacs de tabac à chiquer « Chemma » et saisi le moyen de transport, selon la même source .

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Création de bureaux d'étude, de consultation
et de recherche

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Kamel Baddari a annoncé, jeudi soir à Mascara, que son département prendra la semaine prochaine une décision pour la création de bureaux d'étude, de consultation, de recherche et développement aux universités, ainsi que des laboratoires et centres de recherche. Intervenant lors de la supervision, en compagnie du ministre de l'Economie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, d'une cérémonie en l'honneur d'étudiants de l'université Mustapha Stambouli de Mascara dans divers domaines, M. Baddari a indiqué que son ministère prendra, la semaine prochaine, une décision portant création de bureaux d'étude et de consulting, de recherche et développement au niveau de 115 établissements universitaires, ainsi que 1.700 laboratoires de recherche et 19 centres de recherche dans le pays. Il a ajouté que ces bureaux prendront en compte tous les besoins et problèmes du secteur économique et social, ainsi que des ins-

tances administratives, afin de les traiter et d'y apporter des solutions appropriées, notant que ces structures proposeront des solutions et des mécanismes appropriés, en plus de valoriser les recherches appliquées, les études scientifiques, les brevets d'invention et divers produits de recherche à valeur ajoutée. Le ministre a indiqué que la création de ces bureaux s'inscrit dans le cadre de la nouvelle vision de l'université en tant qu'institution sociale qui prend en compte les besoins de la société et de l'environnement économique et social, et y apporte des solutions efficaces. Par ailleurs, M. Baddari a fait savoir que l'Université « Mustapha Stambouli » de Mascara a réalisé, en un an, le dépôt de 35 brevets d'invention et la soutenance de 157 thèses et mémoires de fin d'études dans le cadre de la création de startups, outre la création de 16 projets innovants et 4 startups. Pour sa part, le ministre de l'Economie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises a annoncé, lors de cette cérémonie, le lancement, janvier prochain, de « l'auto-entre-

preneur, qui permettra à un grand nombre de jeunes actifs et disposant de revenus, grâce à Internet et de nombreux services, de s'engager dans la vie économique », ajoutant que cette initiative vise à encourager l'entrepreneuriat et l'innovation. Il a, en outre, souligné que « des centres sont actuellement en cours de création au niveau universitaire national pour soutenir et développer l'entrepreneuriat, notamment l'Université de Mascara, qui a été renforcée par ce centre, qui formera les étudiants dans le domaine de l'entrepreneuriat afin qu'ils disposent des compétences nécessaires pour diriger une entreprise économique ». Oualid a également appelé les employeurs à investir dans les startups afin de bénéficier d'avantages fiscaux importants, en se rapprochant de l'université. Il a aussi annoncé qu'une journée d'information sera organisée, début janvier prochain, à l'Université de Mascara, pour présenter aux étudiants les missions du Fonds national de Financement des startups.